

**Meech: 45 p. cent des Canadiens approuvent l'entente**

Presse Canadienne  
OTTAWA

Dans une proportion serrée de 45 p. cent contre 39, les Canadiens approuvent l'entente constitutionnelle signée en fin de semaine, souhaitant toutefois majoritairement que le parlement terre-neuvien y donne son approbation. Clyde Wells est quant à lui perçu comme la grande vedette de cette négociation-marathon indique un sondage Angus Reid-Le Soleil.

Réalisée deux jours seulement après la conclusion de l'entente qui pourrait permettre de rescaper l'accord du lac Meech, cette enquête démontre que les Canadiens se rangent avec hésitation derrière le compromis. Les Prairies sont malgré tout la seule région où la proportion de gens défavorables à l'accord constitutionnel de 1990 est plus élevée, soit 46 p. cent contre 35.

Les Canadiens donnent l'impression d'y aller à reculons en se ralliant à cette entente, estiment les analystes de la mai-

son manitobaine Angus Reid Associates.

On convient en effet à la grandeur du pays que l'entente constitutionnelle de 1990 n'est pas un très bon accord, soit dans un pourcentage de 56 p. cent. S'y ajoute un 28 p. cent qui qualifie l'entente de « pauvre » par opposition à un électeur sur 10 seulement qui la décrit comme « bonne ». Les inquiétudes soulevées à l'origine par l'accord du lac Meech n'ont tout simplement pas été répondues, estime-t-on. Les Québécois sont quant à eux satisfaits du travail de Robert Bourassa et de Brian Mulroney lors de ces négociations constitutionnelles. À l'opposé, la vedette du Canada anglais est sans contexte Clyde Wells.

Ce sondage Angus Reid a été réalisé le 11 juin sur la base d'entrevues téléphoniques auprès de 1241 adultes canadiens. Avec un échantillon de cette taille, la marge maximale d'erreur reconnue 95 fois sur 100 est de 3,1. Dans le cas des résultats uniquement relatifs au Québec, la marge d'erreur s'accroît à 6.

**«L'ambiguïté continue», analysent les constitutionnalistes**

YVES BOISVERT

Indigeste, confus, ambigu, insignifiant, byzantin... Les mots ne manquent pas pour résumer les commentaires de la plupart des constitutionnalistes joints par La Presse à propos du texte signé samedi par les premiers ministres canadiens.

«Ce n'est pas l'arrangement de samedi, en soi, qui fait reculer le Québec, opine Henri Brun, de l'Université Laval. Il faut voir plus loin que l'aspect technique; on a tellement insisté pour obtenir à l'arraché cette petite chose insignifiante (la société distincte), archi-minimale, que l'avenir constitutionnel du Québec risque d'être bloqué pendant longtemps. Nous sommes piégés.»

«J'ai lu trois fois le passage sur le Sénat, et je me demande encore ce que ça veut dire», a dit Jose Woerling, de l'Université de Montréal, pour qui, avec cet accord, Meech «ne veut plus rien dire» pour le Québec. Selon lui, il est évident qu'une clause Canada (que l'on commencera à concevoir cet été) serait un élément de

plus à considérer par les juges au moment de trancher les litiges constitutionnels, et cela viendrait assurément banaliser la (maigre) clause de la société distincte.

«Comme nous sommes incapables de nous définir nous-mêmes, parce que nous ne nous entendons pas, nous préférons laisser tout ça aux juges de la Cour suprême», a dit le professeur Guy Tremblay, de l'Université Laval.

«C'est l'ambiguïté qui continue, estime Pierre-André Côté, spécialiste en interprétation des lois de l'Université de Montréal. L'avis juridique, rédigé par des personnes «supposément neutres», même s'il est techniquement exact, est très trompeur, dit M. Côté. Dans sa partie «claire», destinée au Canada anglais, on dit que la clause de la société distincte n'affectera, en soi, la Charte. Et dans la partie plus ambiguë, comprise seulement par les experts, on dit par contre qu'elle peut avoir un effet sur l'interprétation de l'ensemble de la Constitution, donc de la Charte...»

«N'oublions pas que Meech devait réparer l'affront de 1982, où

le Québec s'est fait ravier une partie de sa souveraineté (avec la Charte), souligne le professeur Brun. Ça, c'était très grave. Même si, juridiquement, Meech demeure intact, au total, nous avons perdu beaucoup plus en 1982, avec la Charte, que ce qu'on vient de gagner. C'est maintenant la Cour suprême qui tranchera des questions aussi importantes pour notre société fragile que la langue, l'éducation, l'immigration... Ce n'est pas réjouissant.»

Le constitutionnaliste Julius Grey, lui, qui a défendu souvent les droits de la minorité anglophone au Québec, se sent un peu rassuré, lui. Selon Me Grey, le fameux avis juridique devra être pris en compte par les juges, car il est clair qu'au moins deux premiers ministres n'auraient pas signé sans lui. Et, au total, cela est encourageant «pour tous ceux qui ont à coeur les libertés publiques au Québec», puisqu'il est dit clairement que la Charte n'est pas affectée par la clause de la société distincte.

Un autre constitutionnaliste québécois a refusé d'être cité tant il est sous le choc: «On regardait

ça, entre collègues, et, que voulez-vous, on rigolait. On n'en revenait pas. Surtout de voir cet avis juridique, soi-disant neutre, signé par un sénateur conservateur (Gérald Beaudoin) et des experts du Canada anglais.»

«Aux États-Unis, comme dans plusieurs pays, on enseigne la Constitution dans les écoles, plusieurs citoyens en ont le texte à la maison, on en est fier. Ce n'est pas le cas au Canada. On a honte de notre constitution, et à juste titre. C'est devenu un patchwork indigeste et rébarbatif», conclut le professeur Guy Tremblay (à ne pas confondre avec son collègue André, de l'Université de Montréal, conseiller de Robert Bourassa.)

À Ottawa, le sénateur Eugene Forsey, un constitutionnaliste autochtone, a soutenu que l'entente du week-end «ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite.»

M. Forsey regrette surtout qu'elle ne contienne «absolument rien» pour les minorités des provinces autres que les Nouveau-Brunswick et les autochtones.

**Mulroney avoue avoir retardé la conférence pour des raisons stratégiques**

GILLES PAQUIN  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Le premier ministre Brian Mulroney a avoué hier qu'il avait attendu jusqu'à la onzième heure, pour des raisons purement stratégiques, avant de convoquer ses homologues à la conférence constitutionnelle d'Ottawa la semaine dernière.

Dans une interview accordée à un quotidien torontois, M. Mulroney a révélé qu'il avait informé ses collaborateurs de ce fait lors d'une réunion au 24, Sussex un mois plus tôt. Il leur a d'ailleurs suggéré de faire le compte à rebours comme on le fait dans une campagne électorale.

«C'est ce jour-là que les dés seront lancés», a affirmé M. Mulroney. Il a cependant fait durer le suspense pendant des semaines avant de révéler son échéance.

Accusé de mauvaise foi par l'opposition hier à la Chambre des communes, le premier ministre a prétendu que son échéance lui avait été dictée par une série d'engagements et la venue de nombreuses personnalités. Il a cité en exemple la visite du premier ministre d'Espagne Felipe Gonzalez, du secrétaire général des Nations Unies Javier Perez de Cuellar et du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Pourtant, depuis que le comité Charest a déposé son rapport au Parlement, au milieu du mois de mai, le premier ministre a reçu d'incessantes demandes de ses collègues et de divers milieux lui demandant de tenir une conférence dans les plus brefs délais. Invariablement, il répondait que le moment n'était pas encore venu en raison des grandes di-



Brian Mulroney

vergences entre les points de vue des provinces.

Pour le chef libéral Herb Gray, un tel procédé est tout aussi inacceptable que le fait d'enfermer les premiers ministres à huis-clos pendant une semaine. Selon lui, M. Mulroney doit s'engager à modifier tant la procédure que les moyens à mettre en oeuvre à l'avenir.

«Nous avons l'intention d'amender cette procédure dès que possible afin de nous assurer d'une participation plus active des canadiens... en 81-82 nous avons eu une constitution avec neuf provinces sur dix, j'ai utilisé les moyens pour en avoir dix sur dix», a conclu M. Mulroney.

«C'est comme cela que les choses devaient être faites. Vous me demandez si j'ai des regrets? Non, aucun» affirmait M. Mulroney dans l'interview. Il reste à voir si ses interlocuteurs trouveront opportun de révéler cette stratégie 11 jours avant l'échéance. En effet, il suffirait de bien peu pour faire échouer le processus de ratification de l'Accord du lac Meech à Terre-Neuve ou au Manitoba.

**Québec inscrira les communications et la main-d'oeuvre à la deuxième ronde**

Le PQ dépose l'entente du week-end à l'Assemblée nationale

GILLES NORMAND  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Le gouvernement du Québec fera inscrire les dossiers des communications et de la main-d'oeuvre à l'agenda de la deuxième ronde de négociations constitutionnelles, pour les soumettre à un nouveau partage des responsabilités.

C'est ce qu'a déclaré hier le ministre des Affaires intergouvernementales, Gil Rémillard, en précisant que l'entente signée à Ottawa en fin de semaine prévoyait des sujets de deuxième ronde, avec processus spéciaux, et prévoyait également des discussions sur d'autres sujets.

«Les communications et la main-d'oeuvre sont des sources de préoccupations prioritaires pour le Québec, et elles doivent faire l'objet d'un nouveau partage des responsabilités législatives», a-t-il dit, ajoutant que d'autres provinces, en particulier celles de l'Ouest, entretenaient les mêmes préoccupations.

«Ça peut vouloir dire la péréquation, certainement», a enchaîné le ministre après avoir précisé que la répartition fiscale et les transferts fiscaux seraient aussi inscrits à l'agenda constitutionnel.

Invité à préciser si lui ou le premier ministre Bourassa avaient l'intention de se rendre à Terre-Neuve pour aider le premier ministre Clyde Wells à faire ratifier l'Accord du lac Meech, M. Rémillard a répondu qu'il n'était pas question pour le Québec de se comporter en québécois dans ce dossier. «Je pense qu'on a fait ce qu'on devait faire», a-t-il dit.

Le PQ dépose l'entente

À l'Assemblée nationale, le feu roulant des questions et réponses a continué entre l'opposition péquiste et le premier ministre Bourassa qui, s'il faut en croire un article du Globe and Mail d'hier, pouvait être au courant depuis un certain temps du scénario qui se préparait à Ottawa, puisque, selon le quotidien torontois, Brian Mulroney a déclaré avoir tout planifié depuis un mois. Un autre qui pouvait aussi être dans le secret des dieux: le premier ministre de l'Ontario, David Peterson.

Ce qui n'a pas empêché Robert Bourassa de s'en prendre à Jacques Parizeau, hier, en lançant: «Tartuffe, à côté du chef de l'opposition, était un modèle de candeur.» Colibet pour colibet, le député de Lévis, Jean Garon, a rétorqué en affublant M. Bourassa du nom de Pinocchio, la marionnette bien connue.

C'est enfin le Parti québécois qui a déposé à l'Assemblée nationale le texte de l'accord constitutionnel conclu en fin de semaine, reprochant au parti ministériel de ne pas l'avoir encore fait, bien que la veille, durant le débat de trois heures qui l'a opposé au



Stan Waters, le sénateur «élu» du Reform Party. Une nomination «surprenante», selon le PQ. Mulroney se défend d'en faire un précédent.

premier ministre, Jacques Parizeau ait avisé son adversaire de ses intentions s'il ne s'exécutait pas.

Le PQ déplore depuis la semaine dernière de n'avoir jamais été informé de quoi que ce soit qui se soit déroulé à Ottawa, si ce n'est par des journalistes, lesquels ont également fait parvenir les textes de l'entente constitutionnelle à Jacques Parizeau, sans quoi il ne les aurait pas encore.

Devant l'indignation de l'opposition, le premier ministre a expliqué lundi que dans l'avion qui le ramenait d'Ottawa, dans la nuit de samedi à dimanche, il avait demandé à ses collaborateurs de transmettre les documents au chef de l'opposition. Ce qui ne fut manifestement pas fait. Il semble toutefois, selon les réponses faites par certains à nos questions, qu'aucun des collaborateurs de M. Bourassa n'était dans l'avion à ce moment. Hier, à l'Assemblée nationale, M. Bourassa a dit qu'il avait donné cette directive à son ministre Gil Rémillard, qui n'avait pu y donner suite.

Refusant toujours de déposer le document constitutionnel à l'Assemblée nationale, hier, M. Rémillard a expliqué qu'il attendait pour ce faire qu'Ottawa lui en fasse parvenir une copie conforme.

Un premier sénateur élu

Le whip en chef du Parti québécois, Jacques Brassard, qui dénonce depuis quelque temps le caractère électif qui serait conféré au Sénat canadien, lors des né-

gociations de deuxième ronde, a demandé au premier ministre quelle signification il donnait à la nomination «surprenante et surtout pour le moins rapide» du sénateur Waters, du Reform Party, élu au suffrage universel, en Alberta.

Profitant de la question pour «souhaiter le meilleur des anniversaires au député de Lac-Saint-Jean, dont c'est la fête aujourd'hui», M. Bourassa a répondu que «rien n'obligeait la commission à recommander un vote au suffrage universel.»

«D'abord, c'est au conditionnel, la réforme du Sénat. L'aimerais que ceux qui s'opposent à cette réforme du Sénat lisent le texte attentivement: «devraient être élus». On ne parle pas de suffrage électoral direct, comme je le disais; ça peut être au second degré...»

Pour le PQ, la deuxième ronde de négociations constitutionnelles comportera surtout les demandes du Canada anglais. Le parti craint qu'aucun des sujets reflétant les préoccupations et les intérêts du Québec, les aspirations du Québec ne se retrouve à l'ordre du jour de la deuxième ronde. «Est-ce que le premier ministre reconnaît cela et que, finalement, il va s'engager dans une mécanique infernale, dangereuse pour le Québec?», de demander M. Brassard.

C'est ensuite que le ministre Gil Rémillard annonçait son intention de faire inscrire les communications et la main-d'oeuvre à l'agenda de la deuxième ronde.

**Ottawa songe à participer aux négociations USA-Mexique sur le libre-échange**

d'après La Presse Canadienne  
OTTAWA

Les Canadiens devront décider au cours des prochains mois s'ils désirent participer aux négociations sur le libre-échange entre les États-Unis et le Mexique, a déclaré hier le ministre du Commerce extérieur, John Crosbie.

«Nous devons décider si nous voulons faire partie des négociations ou seulement continuer d'être des observateurs attentifs», a-t-il dit.

Lundi, le président américain George Bush et son homologue mexicain Carlos Salinas de Gortari ont annoncé leur intention d'entamer des pourparlers bilatéraux cette année, pour arriver aux négociations officielles l'an prochain.

Il n'y a eu aucune offre publique de la part de MM. Bush et Salinas pour que le Canada participe aux échanges, mais le premier ministre Brian Mulroney a indiqué de son côté que cela ne signifiait pas que le Canada n'avait pas été invité.

«Ne présumez de rien,» a répété quatre fois le premier ministre aux journalistes avant de se rendre à une réunion d'un comité du cabinet.

Dans les faits, M. Mulroney a reçu un appel de M. Bush dimanche, qui lui expliquait son annonce commune avec M. Salinas.

«Si je décide de me joindre à la discussion, vous serez mis au courant,» a indiqué M. Mulroney. «Je suis en étroite relation avec les présidents Bush et Salinas à ce sujet.»

Mais MM. Bush et Salinas ont indiqué que leur but ultime était une entente entre les trois pays pour créer une zone de libre-échange nord-américaine de l'Arctique au Yucatan. Pour l'instant, les pourparlers se tiennent entre le Mexique et les États-Unis.

Les regroupements d'affaires, comme la Chambre de commerce du Canada, ont déjà fait pression sur le fédéral pour qu'il se rende rapidement à la table pour s'assurer que l'entente entre le Canada et les États-Unis n'est pas affaiblie.

**Meech: Chrétien réfléchit...**

Presse Canadienne

Jean Chrétien, en tête du peloton dans la course au leadership du Parti libéral fédéral, n'est pas encore prêt à parler publiquement des derniers événements de l'Accord du lac Meech, ont déclaré hier les organisateurs de sa campagne.

Le bureau de M. Chrétien à Ottawa a confirmé qu'il séjournerait à son chalet près de Shawinigan et qu'il pensait à ce qu'il devait dire — et ne pas dire — au sujet de l'accord.

«Nous pouvons définitivement dire que M. Chrétien ne fera aucun commentaire public au sujet de l'Accord du lac Meech aujourd'hui», a indiqué hier la directrice de sa campagne au Québec, Mme Manon Pépini.

Interrogée sur le moment où l'ancien ministre sous Pierre Trudeau souhaitait faire connaître ses sentiments face à l'entente, Mme Pépini s'est contentée de dire «peut-être demain, peut-être plus tard; nous espérons que ce sera dans les prochains jours.»

La secrétaire de presse de M. Chrétien à Ottawa, Mme Eleanor McMahon, a indiqué que le candidat à la direction demeurera à Shawinigan jusqu'à lundi prochain et qu'il fera un saut d'une journée à son bureau d'Ottawa.

Mardi matin prochain, il s'enverra pour Calgary et il s'enfermera au Delta Bon Valley Inn jusqu'au coup d'envoi de la course au leadership vendredi.

«M. Chrétien prononcera quatre discours majeurs à Calgary et il doit les préparer», a dit Mme McMahon d'un ton irrité.

**À GAGNER, CHAQUE JOUR, 5 PAIRES DE BILLETS POUR LE SPECTACLE**

**LEMIRE FAIT L'HUMOUR**

**À LA PLACE DES ARTS DU 10 AU 21 JUILLET 1990**

Reservation: 842-2112  
Admission: 522-1245

Tous les matins, du lundi au vendredi, écoutez CJMS 128 à 8 h 44 pour tous les détails du concours et découvrez l'humour de Daniel Lemire dans nos annonces classées.

La Presse CJMS 128

## Quand la CECM court après deux lièvres à la fois

Les Montréalais ne le réalisent peut-être pas, mais les prochaines élections scolaires sont peut-être plus importantes, pour l'avenir du Québec francophone, et partant, de la société distincte que l'on veut maintenir, que les discussions entourant la ratification de l'Accord du lac Meech.



La survie d'un Québec aux prises avec la dénatalité de ses citoyens de souche dépend de l'intégration à la culture française des allophones. Lesquels sont en voie de devenir majoritaires dans les écoles de Montréal. Or, comme l'ont clairement démontré les audiences publiques sur la politique de la Commission des écoles catholiques de Montréal, la semaine dernière, cette intégration est des plus difficile.

Le président de l'Association québécoise des professeurs de français a même été jusqu'à sortir le businng de la boîte de Pandore. Le businng, rappelons-le, est une politique en vigueur dans plusieurs villes américaines, où on transporte des élèves noirs dans les écoles de quartiers blancs, et vice-versa, afin, espérait-on, de favoriser l'intégration raciale. Partie de bons principes, cette politique a provoqué des émeutes et plus de problèmes qu'elle n'en a réglé chez nos voisins du Sud.

À Montréal, on n'en est pas encore là, mais on en est à étudier des moyens de réduire les concentrations d'allophones dans certaines des écoles secondaires de la CECM. On n'a toutefois pas encore trouvé la formule idéale sans léser les droits des gens.

Or, si l'intégration des allophones aux francophones majoritaires n'est pas facile, pour des raisons purement culturelles, elle se complique encore davantage par le fait que la CECM est actuellement dirigée par une équipe qui s'affiche, ouvertement, catholique et qui a l'intention de le demeurer. À tel point que la CECM a tenté une série de procédures judiciaires pour empêcher Québec de procéder à la création de commissions scolaires sur des bases linguistiques plutôt que confessionnelles.

En un mot, celui qui envoie son enfant à l'école publique sur le territoire de la CECM doit non seulement l'envoyer à l'école française, à moins de prouver qu'il est de culture anglophone, mais à l'école catholique. Ce qui n'est pas sans causer des problèmes, puisque les nombreux francophones de religion différente ou tout simplement agnostiques ne sentent pas à l'aise dans une école ouvertement catholique.

Bien sûr, l'équipe au pouvoir à la CECM se proclame ouverte envers le pluralisme. Mais si tel était le cas, pourquoi cette nouvelle formation politique a-t-elle pris le nom de Regroupe-

ment scolaire confessionnel, si ce n'est pour démontrer à la face de tous que tel est le point principal de son programme.

Tout comme son concurrent, le MémO (Mouvement pour une école moderne et ouverte), le Regroupement scolaire confessionnel veut une école accessible géographiquement où les jeunes apprennent, se développent et acquièrent un savoir-faire, un savoir-être qui les mettra en mesure de jouer un rôle actif dans la société.

Mais pas n'imorte quelle école! En effet, le programme du Regroupement scolaire confessionnel clame bien haut que l'école « se doit de transmettre les valeurs chrétiennes et familiales ». Le MémO, quant à lui, s'engage à retirer les poursuites intentées par la CECM contre le gouvernement du Québec et à collaborer activement à l'implantation de commissions scolaires linguistiques sur le territoire desservi par la CECM.

Implanter le français dans les écoles de Montréal est déjà difficile. Mais en voulant imposer, en plus, les valeurs chrétiennes à ceux qui ne les partagent pas, on court après deux lièvres à la fois. Les prochaines élections devraient donner aux électeurs la possibilité de trancher. Si, autrefois, la langue fut gardienne de la Foi, il est loin d'être certain, en 1990, que la Foi est gardienne de la langue!

Pierre VENNAT

## Du trompe-l'oeil

Le financier américain Donald Trump a finalement réussi à emprunter les 60 millions qui lui manquaient pour payer l'intérêt sur des obligations. S'il ne les avaient pas obtenus, son empire immobilier aurait pu être mis en faillite. C'est un revirement de fortune étonnant car, il y a encore quelques mois, les banques se bouscuaient pour l'avoir comme client.



M. Trump est un grand vaniteux. Tout ce qu'il possède doit porter son nom — hôtels, casinos et la navette aérienne Boston-New York-Washington qu'il a achetée d'Eastern Airlines. Il a écrit deux livres, donné son nom à une course cycliste, à un jeu de société et un yacht acheté pour 30 millions. Il y a quelques années, le bruit courait qu'il pourrait un jour entrer dans la course pour la présidence. Pauvre Maison Blanche qui deviendrait sans doute *The Trump House!*

Cette vanité avait ses avantages. Il avait la réputation de connaître son métier et le fait qu'une propriété appartienne à l'empire Trump en augmentait la valeur. C'était donc facile pour lui d'emprunter aux banques ou sur le marché obligataire. Certaines banques, avides de participer à une telle occasion, ont même pris des risques qu'elles regrettent maintenant.

Le risque était multiplié par le fait que M. Trump est généralement le seul actionnaire de ses entreprises. Ni sa femme, Ivana, ni son frère, qui travaillent pour lui ne participent au capital de ses compagnies. Personne d'autre que lui n'est au courant de l'état de sa fortune personnelle. Tout ce que l'on sait est qu'il se comporte comme un homme riche. C'est du trompe-l'oeil qui donne l'impression de solidité financière alors qu'en réalité personne ne sait exactement.

Cette façade a commencé à s'effriter il y a quelques mois lorsqu'il a annoncé qu'il voulait divorcer. Il voulait donner 25 millions à Ivana, selon les termes d'un accord pré-nuptial. Mais celle-ci veut la moitié de sa fortune. Il semblait que d'une façon comme de l'autre il devrait dévoiler l'état de sa fortune. Or, cela tombait à un moment où plusieurs de ses propriétés éprouvaient des difficultés temporaires. Le Trump Taj Mahal à Atlantic City faisait notamment la concurrence à un autre de ses casinos. Bref, il commençait à éprouver une crise de trésorerie.

Il ne voulait cependant pas l'admettre. Quand il a voulu vendre la navette et certaines propriétés, il a dit qu'il voulait simplement se doter d'une grosse réserve d'argent liquide pour des investissements futurs. Il a même menacé de poursuivre *The Wall Street Journal* s'il écrivait qu'il avait une crise de trésorerie.

Il semble que les banques n'avaient pas vraiment le choix: l'Etat du New Jersey aurait pu fermer les casinos de M. Trump à Atlantic City s'ils n'avaient pas pu payer les intérêts dus. Elles auraient alors encouru des pertes inévitables. Elles portent du reste une partie de la responsabilité de cette situation fâcheuse. Depuis dix ans, aucun risque n'est trop grand aux Etats-Unis pour faire de la spéculation immobilière. Si les plus gros coupables sont certaines caisses d'épargne, les banques n'étaient jamais très loin derrière.

Quant à M. Trump, il peut encore s'en sortir, mais sa vanité en pris un coup. Le magazine *Spy* l'appelle le milliardaire le plus pingre des Etats-Unis parce qu'il a encaissé un cheque pour 13\$. Dans l'adversité, son orgueil légendaire n'est plus un atout mais un handicap.

Frédéric WAGNIÈRE

## Bonne chance

À la fin du mois, notre consoeur Lise Bissonnette prendra la direction du *Devoir*. Son arrivée insufflera à ce quotidien un souffle nouveau, essentiel pour lui permettre de surmonter la longue crise qui le paralyse depuis plusieurs années.



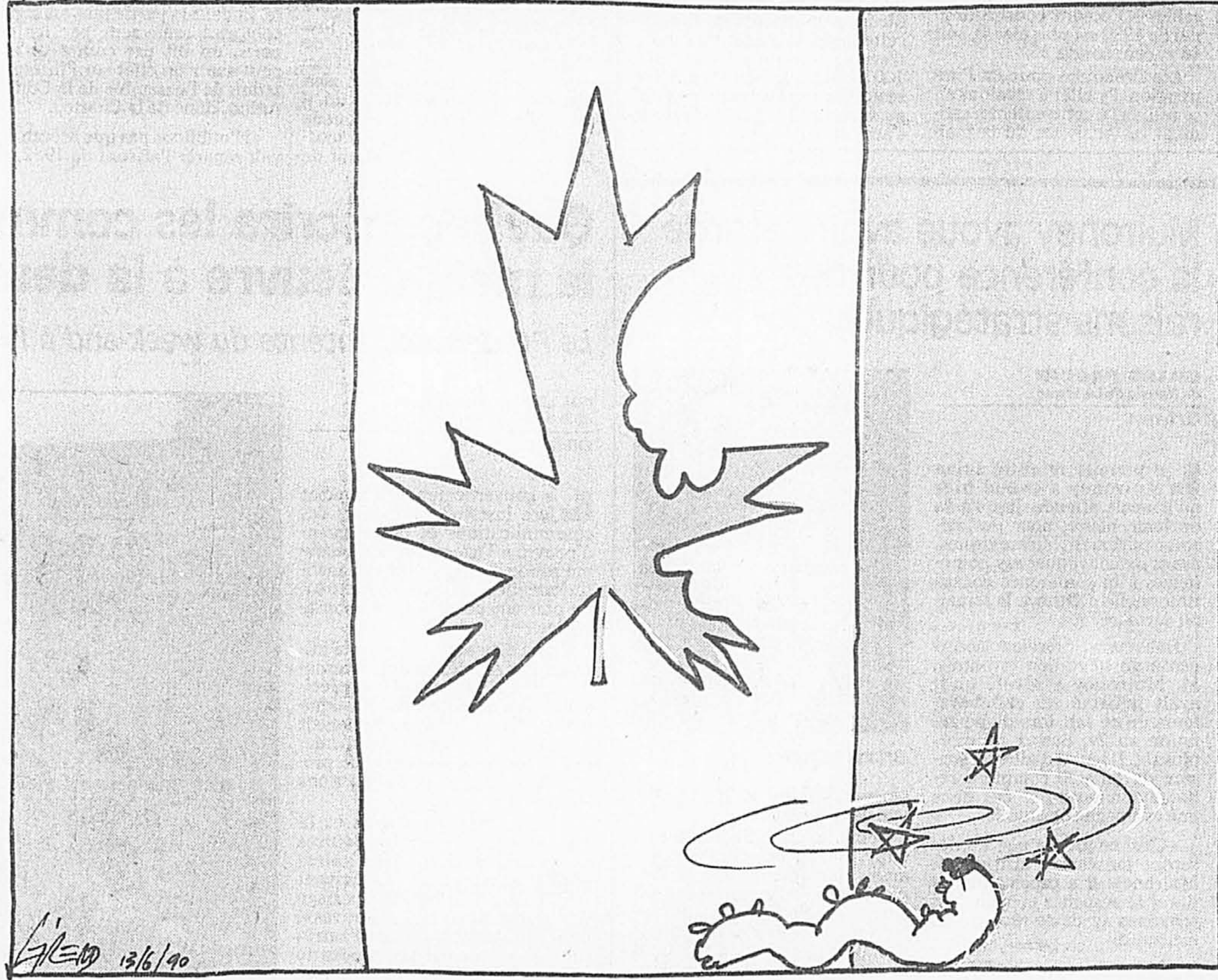
Si le *Devoir* retrouve sa vitalité, il contribuera au choc des idées et à la qualité du débat démocratique dont le Québec a besoin plus que jamais.

La tâche qui attend Lise Bissonnette est cependant imposante, sinon écrasante. Sortir le quotidien de l'impasse financière, retrouver des lecteurs, dynamiser une salle de rédaction tiraillée par les conflits, redéfinir un projet commun et affranchir le quotidien du carcan institutionnel et idéologique hérité d'un autre temps. Ce virage ne pourra se faire sans choix difficiles et impopulaires.

Il faut donc une bonne dose de courage pour se lancer dans une telle entreprise. À notre consoeur, nous souhaitons bonne chance.

Alain DUBUC

## LA CHENILLE DU PAPILLON TERRA-NEUVINUS HABENS A TROUVÉ SON INSECTICIDE



DROITS RÉSERVÉS

## La boîte aux lettres

### La deuxième ville française?

■ Cela se passait à Montréal, le 10 mai dernier. Je me suis rendu au centre-ville pour assister à la soirée le Montréal des Montréalais.

À chaque visite à Montréal je constate que la ville devient de plus en plus anglophone. J'en ai eu un autre exemple ce soir-là. Un préposé au stationnement intérieur du 2020 University ne parlait aucun mot de français et en plus il a même poussé l'insulte de me demander de lui parler anglais, ce que je ne fis pas évidemment. C'est inacceptable que de telles choses se produisent à Montréal qui supposément est la deuxième ville française au monde.

Pendant ce temps le gouvernement fait des études à savoir si la sécurité sur nos routes est menacée à cause de la signalisation française. Une vraie farce, c'est le comble du ridicule.

Pendant que l'on est en train de perdre notre langue et que parfois l'on soit traité comme minoritaire dans notre province, on veut faire plaisir aux anglophones, on leur donne toujours un peu plus, quand les francophones des autres provinces en ont toujours un peu moins. Nous sommes un peuple très tolérant, même trop parfois. Je suis bilingue mais ce n'est pas une fierté pour moi de parler anglais et je refuserai toujours de le parler dans des situations où des anglophones ne font aucun effort pour apprendre notre langue. Pourtant je n'en demande pas tant, il suffit d'avoir un peu de bonne volonté et d'être au moins capable de dire quelques mots en français.

Je ne suis pas prêt à parler anglais si c'est pour me faire assimiler par la suite.

Le Montréal des Montréalais

avait un goût amer ce soir-là. Le Montréal de demain parlera-t-il encore français?

André SAUVAGEAU  
Saint-Jean-de-Matha

### Pas très propre, notre Jardin

■ À chaque printemps, le Jardin botanique de la ville de Montréal s'habille de robes fleuries dont les gammes de couleurs varient du pastel aux tons les plus vifs. J'ai succombé à l'invitation de la nature dont la richesse n'a d'égale que l'habileté des jardiniers à marier savamment les variétés infinies de plantes. Je fréquente les allées vertes et les serres de façon assidue.

La fin de ma dernière visite fut toutefois gâchée par un détour dans les aires de repos du restaurant. Si « la propreté croît avec l'usage », dit le slogan humoristique de la Ville de Montréal, ici l'insalubrité progresse avec la fréquentation des lieux.

Autant la propreté des serres et des espaces fleuries impressionne l'oeil, autant de laisser-aller répugne au visiteur.

Amener une plante à maturité de sa floraison nécessite une attention constante. Par contre, ici, le plancher collant et la croûte de saleté accumulée dans les coins le long des murs et les bases de divisions prouvent une négligence quasi constante.

Pour les visiteurs du Jardin, peu importent les plus beaux slogans publicitaires, car « une image vaut mille mots. »

Maurice DUFORT  
Montréal

### Au feu!

■ Longueuil, samedi 26 mai 1990, 22 h. Je me prépare à aller travailler à bicyclette à

Ville d'Anjou. Soudain j'entends boum! boum! J'avais oublié les feux d'artifice à la Ronde. Donc le pont Jacques-Cartier est fermé à toute circulation, même cycliste.

Peu importe, me dis-je, je traverserai le fleuve en métro, puisque c'est permis le soir et les fins de semaine. Au métro, surprise: un policier est là pour m'informer que l'accès au métro est interdit aux cyclistes à cause des feux. Je songe, un peu en colère, que c'est un vendeur de cigarettes comme Benson and Hedges, le commanditaire des feux, qui m'empêche de pédaler.

Il est ridicule qu'à cause d'un événement toutes les voies d'accès cyclistes à Montréal soient fermées. S'il s'était agi d'automobiles, on aurait prévu des routes de rechange.

Lorsque c'est la seule traversée possible, le métro doit accepter les cyclistes.

Ah! mais c'est vrai, j'oubliais: la bicyclette n'est pas un moyen de transport.

Jean-Luc MERCIER  
Cycliste, Longueuil

### Pour franciser nos écoles

■ Dans plusieurs écoles françaises de la CECM, un problème aigüé s'est développé: les élèves allophones refusent de parler français dans les corridors et dans les salles de récréation de l'école.

Ces élèves, quelle que soit leur nationalité, s'obstinent à parler anglais. Évidemment, cela n'aide pas à l'apprentissage du français.

Les élèves fautifs, de par leur propre aveu, jugent l'apprentissage de l'anglais plus important que celui du français.

Bien sûr, les autorités désirent renverser la vapeur mais ce n'est pas facile. Sans doute,

en haut lieu, plusieurs correctifs sont à l'étude. Cependant, un correctif n'a pas été mis de l'avant et c'est le suivant: une série de conférences présentées aux élèves et à leurs parents mettant en relief la vigueur de la francophonie québécoise et l'importance de bien posséder son français pour avancer au Québec.

Les conférencier(ière)s seraient des gens de prestige oeuvrant dans l'industrie, le commerce, les finances, les professions, les milieux ouvriers, les services, etc.

Autant de secteurs qui se feraient un devoir de fournir des personnes-ressources à l'appui du projet. N'oublions pas que le grand prestige des invités augmentera la réceptivité de l'auditoire élèves-parents.

Léo-G. BIENVENU  
Carignan

### Vermont si, Ottawa no!

■ Je me sens plus à l'aise au Vermont (où l'on parle très souvent français) qu'à Ottawa. Je m'explique.

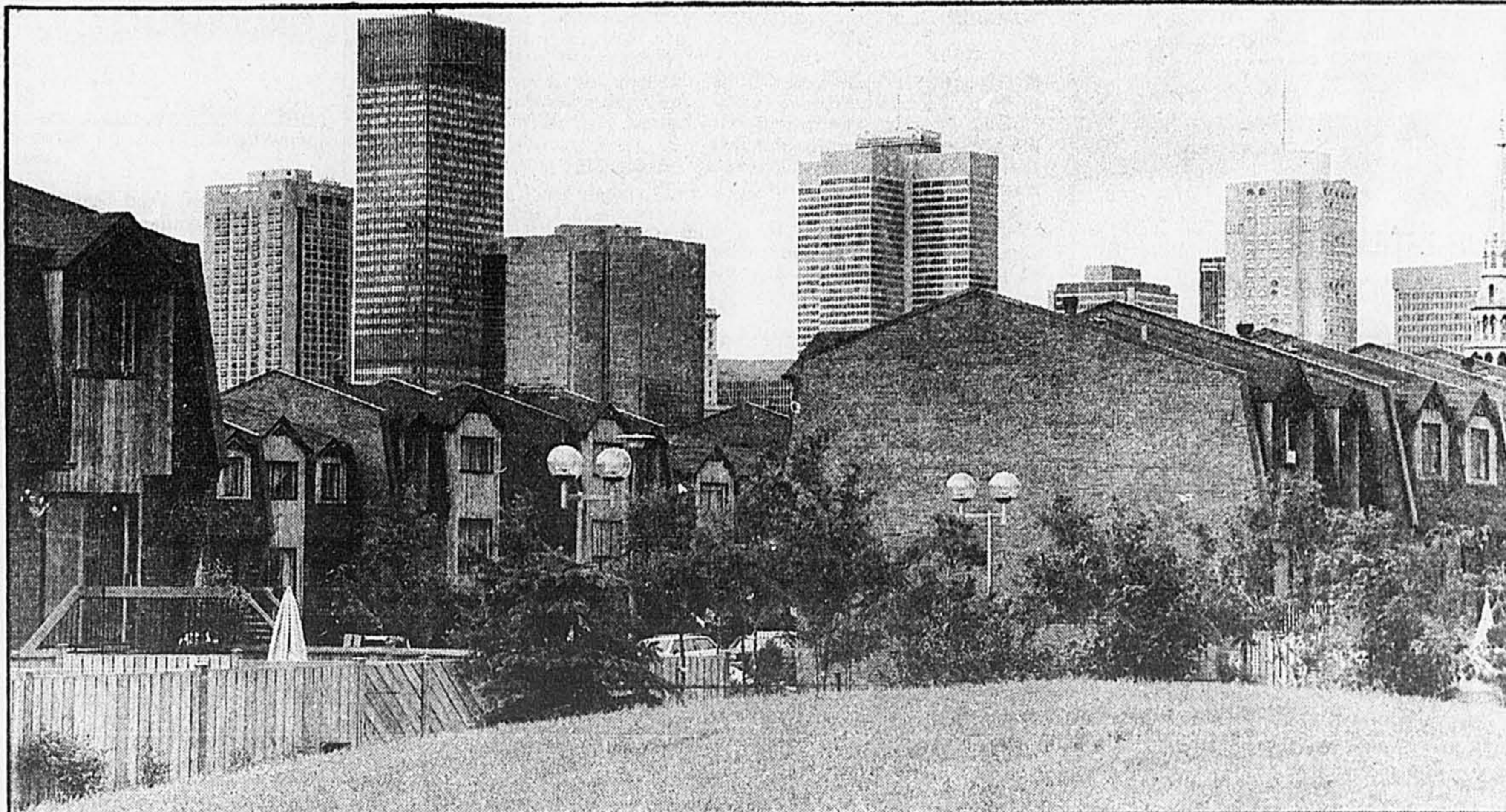
Je me trouvais récemment dans la capitale canadienne où je n'étais pas allé depuis vingt ans. Je n'ai pas pu me faire parler en français, excepté au Musée des beaux-arts du Canada, où tout est bilingue: personnel et affiches.

Ailleurs, partout où je suis allé, c'était en anglais: parc de stationnement (affiches et personnel), restaurant (affiches, hôtesse, menu, serveuse, toilettes, caissière), taxi (repartiteur, conducteurs) et renseignements dans la rue.

Je me suis hâté de revenir. Prochaine destination: Montgomerly, au VERMONT.

Arthur PREVOST  
journaliste

## Opinions



## La spécialisation excessive du parc résidentiel au centre-ville

**JULES HURTUBISE**  
économiste  
expert-conseil en habitation

Le Bureau du Plan d'urbanisme de la ville de Montréal propose des modifications qui augmentent les plans de densité et de hauteur dans le centre-ville de Montréal. Décriées par certains, ces modifications étaient pourtant nécessaires. Les Limites proposées en janvier, minaient la poursuite des objectifs de la ville de Montréal en matière d'habitation.

Les objectifs de la ville de Montréal d'augmenter substantiellement la population résidente dans le centre-ville passent évidemment par la construction de plus de logements mais surtout par des logements et des bâtiments plus diversifiés et conçus avec plus d'audace et d'originalité.

Le centre-ville de Montréal a trop souffert au cours des années 60 et 70 de superspécialisations dans les bâtiments résidentiels axés presque exclusivement sur de grandes conciergeries locatives. Ces bâtiments standardisés à l'architecture et à l'intégration douteuses dans biens des cas offraient surtout des petits logements et incitaient des populations spécifiques à y vivre. Dans les années 80, on vit apparaître des bâti-

ments en copropriété généralement luxueux qui ont permis la construction de grands logements et qui ont en général rehaussé sensiblement la conception architecturale. Sans ces derniers, le centre-ville de Montréal serait devenu dès la fin des années 70 un territoire presque interdit à la construction neuve en habitation. Par leur architecture, par leur hauteur, par leur localisation, ces bâtiments en copropriété se sont avérés des produits différenciés mais très spécialisés qui incitent d'autres clientèles très spécifiques à vivre dans l'agitation du centre-ville de Montréal.

Ce tableau de fonds des trois dernières décennies souligne la spécialisation excessive du parc résidentiel au centre-ville et l'accueil favorable à sa différenciation. Ce tableau de fonds appelle une autre vision pour l'habitation neuve au centre-ville de Montréal. Il faut valoriser, favoriser et promouvoir la diversité et l'originalité des types, des formes, des hauteurs et des prix des bâtiments et des habitations au centre-ville de Montréal. C'est la seule façon d'assurer un volume important d'habitations au centre-ville puisque les segments de marché sont devenus de plus en plus nombreux et étroits. C'est la seule façon d'intensifier la mixité sociale au centre-ville puisqu'il y a un lien fondamental entre les bâtiments, les habitations, leur architecture,

leur localisation, leur hauteur, leur caractère intégré et les clientèles qui veulent y vivre.

Cette volonté exprimée lors du Forum de concertation a été entendue par la ville et s'est concrétisée dans les modifications proposées le 31 mai dernier. En ajustant les plans de hauteur et de densité aux différents secteurs du centre-ville, on donne de l'oxygène à l'habitation neuve et on responsabilise davantage les services de la ville qui devront s'assurer de leur intégration harmonieuse.

Seules de nouvelles perceptions des enjeux et des perspectives pour l'habitation du centre-ville de Montréal peuvent amorcer un tournant décisif et historique. Pour répondre aux besoins d'habitation de plus en plus complexes des années 90, il ne suffit plus de marcher dans le passé. Nous devons construire au centre-ville de Montréal un patrimoine résidentiel différent, audacieux, différencié, intégré afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux attentes de clientèles de plus en plus importantes et variées qui en sont là, qui souhaitent y vivre et qui diront non à Montréal si ça ne va pas. Le devenir résidentiel au centre-ville de Montréal est rendu à cette croisée des chemins et est invité à ce saut créatif. Tant pis pour ceux à qui ça donne le vertige.

## L'humanisation du développement économique

Extraits de l'allocution prononcée par le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain lors de la clôture de son congrès, dimanche dernier, à Ste-Adèle.

**L. JACQUES MÉNARD**

Nous avons bien sûr, participé avec beaucoup d'intérêt aux efforts déployés par les milieux d'affaires québécois en vue de la ratification de l'Accord du lac Meech. A la lueur des événements d'hier soir (samedi), et compte tenu des informations dont nous disposons actuellement, il y a tout lieu de nous réjouir du dénouement des négociations constitutionnelles. En effet, dans le cadre de sa participation au Regroupement en faveur de l'Accord du lac Meech, la Chambre a toujours préconisé que les cinq conditions posées par le Québec et acceptées par les onze premiers ministres en 1987 devaient être respectées intégralement, sans aucun amendement. Il semble bien que ce soit le cas.

Je pense qu'il y a tout lieu d'être satisfait du respect de ces conditions et du fait que les principes qui sous-tendent l'Accord du lac Meech semblent avoir été respectés à tous égards. Toutefois, nous sommes persuadés qu'au-delà de cet Accord, la Fédération canadienne devra évoluer et changer substantiellement afin de favoriser le développement du Québec aux plans économique, social et culturel.

Du même souffle, nous pouvons nous réjouir du fait que nos deux principaux piliers de gouvernement pourrions dorénavant se consacrer davantage, du moins nous l'espérons, à résoudre les sérieux problèmes économiques que connaît notre pays aux chapitres de ses déficits budgétaires et à éliminer leur impact très nocif sur la politique monétaire canadienne, qui pèse si lourdement sur l'économie québécoise.

De plus, nos gouvernements pourront à nouveau concentrer leurs efforts pour aider le secteur manufacturier à rehausser sa compétitivité, entre autres en harmonisant leurs vues au chapitre des programmes de formation.

Mais, au-delà des accords politiques, il nous appartient de faire en sorte que le Québec affirme son excellence et son leadership afin que l'ensemble de la société canadienne ressente profondément l'envie de s'affirmer avec nous sur la scène internationale.

Dans le cadre de plusieurs des dossiers que j'ai énumérés précédemment, nous avons interpellé les différents paliers de gouvernement, notamment pour les amener à s'interroger sur les approches qui ont guidé leurs interventions jusqu'à maintenant dans le développement de notre région. Nous les avons incité à adopter davantage les diagnostics faits par les gens directement concernés par ces différents dossiers. Nous avons pu observer certains changements notables dans les façons de faire, notamment dans le cas de la relance du Sud-ouest de Montréal. Je pense que notre action n'est pas étrangère à cette ouverture nouvelle des gouvernements dans le domaine du développement local. Cette sensibilisation aux forces vives des différents milieux, de la part des intervenants gouvernementaux, est de bonne augure pour l'avenir. En fait, nous avons incité les interve-



L. Jacques Ménard

nants gouvernementaux à créer, eux aussi, des complications nouvelles entre eux et avec nous.

Beaucoup de travail a été fait, en matière de développement économique, mais il reste énormément à faire afin de nous dynamiser encore davantage pour relever les grands défis qui nous attendent au cours de la première moitié de la décennie qui commence. Je suis persuadé que si nous ne prenons pas les bouchées doubles au cours des cinq prochaines années, il deviendra académique de parler, par la suite, d'un Québec moderne qui se situera dans le peloton de tête des sociétés économiquement riches, en l'an 2000.

Nous avons utilisé dans nos prises de position tout au long de l'année, un langage direct, clair, qui ne laisse aucune place à l'ambiguïté. Ainsi, nos messages pouvaient difficilement prêter à confusion ou être mal interprétés. Nous avons agi ainsi parce que nous croyons que c'est la seule façon de mener une action concertée, intelligente, bien ciblée. Créer des complications, ça se fait dans le respect des partenaires. Le premier pas à faire, c'est de nous donner l'heure juste. C'est précisément ce que nous avons fait. Pour arriver au but, il faut partir d'une réalité. Tout en identifiant sans détour les problèmes importants, nous avons fait preuve d'enthousiasme et de confiance dans l'économie de la région de Montréal. Je pense que nous avons réussi à communiquer cet enthousiasme à nos multiples partenaires et aussi à poser les premiers jalons d'une solidarité nouvelle.

Nous sommes profondément convaincus que le développement de Montréal, c'est d'abord le développement des personnes et des familles. Le développement de Montréal, c'est de faire en sorte que toutes nos ressources atteignent leur plein potentiel. C'est pour cela que nous avons voulu, à travers les gestes que nous avons posés, humaniser le développement économique de la région de Montréal. C'est ça notre conception du développement, car en bout de ligne, le capital et la technologie ne sont pas des fins en soi, mais des moyens, des outils mis à contribution, pour réaliser pleinement le potentiel de notre

ressource la plus distinctive, les hommes qui composent notre population.

Bien sûr, des profits, il en faut. C'est une mesure de performance à laquelle nous n'échappons pas. La concurrence a tôt fait de nous le rappeler. Mais, plus que jamais, notamment à cause des ressources limitées dont nous disposons, les complications nouvelles que nous avons à bâtir doivent inclure tout notre monde.

C'est passablement autour de cette réalité que nous nous sommes adressés aux trois paliers de gouvernement, parfois de façon percutante, pour leur rappeler la réalité et le rôle moteur particuliers de la région de Montréal. Nous avons voulu les amener à modifier leur attitude vis-à-vis les vieux schèmes de développement qui n'ont pas particulièrement bien fonctionné jusqu'à maintenant, notamment en matière de formation de la main-d'oeuvre, de création d'emplois et de développement de nos infrastructures. Je pense pouvoir dire, qu'à cet égard, l'année fut aussi couronnée de succès. Les derniers engagements annoncés pour relancer le Sud-ouest de Montréal notamment, témoignent éloquemment de ce changement d'attitudes que nous croyons dû, en partie du moins, à nos interventions.

De la même façon, nous n'avons pas craint non plus de faire notre autocritique comme gens d'affaires dans le but de modifier aussi certains de nos propres comportements. Ce fut le cas notamment en R&D, en formation professionnelle et dans le domaine de la promotion internationale de nos entreprises.

Et puisque je parle d'autocritique, j'en profiterai aussi pour nous rappeler que la capacité de la Chambre de faire changer les choses réside notamment dans l'engagement de chacun de ses membres dans l'action de notre organisme.

Forte des initiatives qu'elle a prises cette année, la Chambre se fait, plus que jamais, le rassembleur de toutes les forces intéressées au développement économique de notre région. Il faut dorénavant, à partir de la région de Montréal, donner à tout le Québec un deuxième souffle, un nouveau momentum de développement économique. En fait, il s'agit de rien de moins que d'un véritable projet de société. C'est dans cet esprit et afin de solidariser la capitale et sa métropole économique que nous sommes allés livrer notre message, cette année, aux gens d'affaires de la région de Québec. Nous avons voulu resserrer nos liens avec les gens d'affaires de la région de Québec, nous avons voulu créer des complications nouvelles entre ces deux pôles importants de notre développement.

Toutes ces actions menées avec nos partenaires, nos partenaires économiques et nos partenaires politiques reposent sur un grand constat. Au-delà d'une concurrence de bon aloi entre nos différentes régions, la vraie bataille à livrer est celle qui nous oppose à nos concurrents de l'extérieur, tant ailleurs au Canada que partout dans le monde.

Dans le nouveau contexte économique dominé par la mondialisation des marchés, il faut apporter à notre projet de développement social et économique ce que nous avons de mieux à offrir, chacun d'entre nous, en travaillant à la promotion de nos intérêts communs. C'est là une condition sine qua non de succès quand on se situe dans une économie de petite taille comme la nôtre.



Lysiane Gagnon

## La voisine rebelle

C'est peut-être pas par hasard que ce soit sur l'île rocheuse de Terre-Neuve qu'est venu se fracasser l'accord du lac Meech.

Dernière province à entrer dans la Confédération — et encore, d'assez mauvais gré, après d'âpres débats —, Terre-Neuve est restée la plus isolationniste des provinces.

Hier soir, la télé locale présentait un vieux monsieur et sa femme, tous deux âgés de plus de 80 ans, qui ont voté, en 1949, « oui » au référendum sur le ralliement de la province à la Confédération... et qui pensent qu'à ce coup-ci, Terre-Neuve devrait voter « non ».

Difficile de savoir ce qui fait de Terre-Neuve une province aussi farouche et aussi... pour reprendre un mot à la mode, « distincte »!

Est-ce l'âpre solitude imposée par la nature — ces rochers qui lui servent de boucliers, ce brouillard qui l'emmure et l'isole? Quand il fait beau à Montréal qui n'est qu'à deux heures et demie de vol, la jolie ville de St-John's disparaît dans une brume épaisse.

Terre-Neuve a son propre fuseau horaire — non pas une heure d'avance comme les Maritimes, mais une heure et demie.

Les Terre-Neuviens ont leur propre accent — même le ministre John Crosbie ne s'en est jamais débarrassé. À part le Québec, c'est la seule province à majorité catholique.

Peut-être à cause de ce fond catholique et de son insularité, Terre-Neuve a d'autres traits communs avec le Québec : la chaleur humaine, qui rappelle celle qu'on trouve dans les régions périphériques du Québec auxquelles, d'ailleurs, elle ressemble : on se croirait tantôt en Abitibi, tantôt sur la Côte nord.

Autre trait commun : le goût de la chanson et de la fête. Je me souviens d'une soirée, durant la campagne électorale de 84, dans un bar de Cornerbrook; étudiants, profs barbus, chansonniers à guitare, beau répertoire autochtone fondé sur un vieux folklore de marins, plein de vigueur et d'enthousiasme dans l'atmosphère, et le « last call » venait bien après l'heure légale de fermeture du bar... Je me croyais revenue dans quelque boîte à chansons de Percé, durant les années 70!

\* \* \*

Et puis la pauvreté, la sous-scolarisation. Tout ce à quoi le Québec a fini par échapper, Terre-Neuve le traîne comme un boulet permanent. Brian Peckford, le prédécesseur de Clyde Wells, a tenté l'absurde pour amener un semblant d'industrialisation : une vaste serre étatique de concombres... qui s'est terminée dans la faillite et le désabusement.

Il y a quelque chose qui ressemble à la revanche du faible dans cette invraisemblable opération d'obstruction à laquelle se livre Clyde Wells, qui est bien, malgré son entêtement infantile et mégalomane et le vernis que lui a donné sa formation d'avocat, le fils de cette terre ingrate.

Clyde Wells est né en 1937 dans un petit village isolé de l'ouest de l'île, dans une famille de neuf enfants dont le père était col bleu pour les chemins de fer. Anglican, cérébral et intrinsèque, il a l'agilité d'esprit du Jésuite féru de dialectique et l'emportement de Don Quichotte. Il a l'orgueil frémissant, voire arrogant, de ceux qui craignent l'humiliation.

Il a la réputation d'être un homme de principe, incapable de se plier aux compromis. C'est d'ailleurs parce qu'il n'acceptait pas le résultat d'une négociation orchestrée par l'ancien premier ministre Joey Smallwood concernant le financement d'une raffinerie, que Wells mit fin, à 31 ans, à une carrière de jeune ministre prometteur.

Mais l'homme est plus complexe que son image : quand il a décidé de revenir en politique, en 1987, ses beaux principes ne l'ont pas empêché d'explorer que le parti libéral de Terre-Neuve s'engage à lui verser un « supplément » annuel de 50 000 \$.

Autre paradoxe, l'homme qui est aujourd'hui acclamé comme le leader du puissant mouvement anti-Meech qui agit les provinces anglaises, l'homme qui a été accueilli en héros à St-John's, à son retour d'Ottawa, n'était pas un politicien si populaire chez lui, avant qu'il n'exploite le filon anti-Meech.

Élu à une élection partielle dans le comté de Humber East, après avoir été porté à la tête des libéraux provinciaux, il allait y être défait lors des élections générales de 1989, et forcé, comme Bourassa en 85, de se trouver un autre comté pour pouvoir entrer à la législature!

Soudain catapulté hors de son île, aux prises avec un rôle qui le dépassait — car son obstination risquait de démolir l'équilibre canadien —, Wells a été celui qui a subi les plus fortes pressions lors de la conférence des premiers ministres. Ses homologues n'ont cessé de lui reprocher son intransigeance. A un moment donné, Joe Ghiz lui aurait même lancé, hors de lui : « Tu étais un salaud à l'université et tu l'es resté »! On dit de bonne source que, dans la journée de samedi, Wells a failli « craquer », et qu'il a fait une crise de larmes. (Ce fut aussi le cas d'autres premiers ministres, tant la tension était forte dans la marmite où Brian Mulroney les tenait enfermés.)

Wells avait encore les larmes aux yeux, d'ailleurs, en revenant chez lui à l'aéroport de St-John's, ému devant les 400 personnes qui l'accueillaient. Sous la suffisance distante de l'avocat de province qui a réussi, se cache un homme hyper-émotif qui, selon le mot du Terre-Neuvien John Crosbie, ferait passer Brian Peckford pour un parangon de rationalité! (Pour qui connaît les emportements de l'ancien premier ministre, la comparaison ne manque pas de piquant!)

\* \* \*

L'ironie est que Terre-Neuve, qui s'en prend si passionnément à la reconnaissance du caractère distinct du Québec, est elle-même entrée dans la Confédération avec un statut distinct!

Comme le rappelait récemment Jack Pickers-gill, ancien ministre dans les cabinets de Saint-Laurent et de Pearson, l'Acte d'Union amenant Terre-Neuve dans le giron canadien lui garantissait un système scolaire distinct, un régime fiscal distinct, un service de traversiers distinct, et diverses lois spécifiques concernant les pêches. Terre-Neuve avait même le droit de fabriquer et de vendre de la margarine à l'époque où c'était illégal dans toutes les autres provinces du Canada!

# QUESTION D'ENVIRONNEMENT AVEC O'KEEFE

Informez-vous tout en vous amusant !  
Et participez au concours en composant le  
**1-976-1990**  
chaque jour, une nouvelle question !

du 16 mai au 24 août

## AU TÉLÉPHONE

**UN GAGNANT PAR HEURE  
24 HEURES PAR JOUR,  
7 JOURS PAR SEMAINE !**

À gagner : 1 chandail en coton ouaté «Question d'environnement avec O'Keefe» à chaque heure. 168 gagnants par semaine.

du 26 mai au 24 août

1 gagnant sélectionné chaque jour se méritera 1 ensemble de plein air O'Keefe (valeur approx. 300 \$) et participera au jeu télévisé «Question d'environnement avec O'Keefe».

du 5 juin au 28 août

## À LA TÉLÉVISION

**À GAGNER  
CHAQUE MARDI À 22H52**  
(en reprise le mercredi à 13h52)

**1<sup>er</sup> PRIX :**  
**10 100 \$** COMPTANT

**2<sup>e</sup> PRIX :**  
**UN VOYAGE DE PÊCHE**  
de 3 jours pour 2 personnes dans une pourvoirie québécoise (valeur approx. 1 500 \$)

ÉMISSION FERLAND-NADEAU

et toutes les stations affiliées du réseau

LES PROFITS RÉALISÉS PAR LES FRAIS D'APPEL SERONT VERSÉS À LA FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT

**FRAIS D'APPEL 75¢** LIGNE TOUCH-TONE REQUISE

Fin du concours: 24 août 1990. Aucun achat requis. 18 ans et plus.

L'environnement, ça nous tient à cœur.

## 71 accusations portées dans l'affaire Patricia Starr

Presse Canadienne  
TORONTO

Soixante et onze accusations d'infraction de la Loi sur le financement des partis politiques ont été portées, hier, contre Patricia Starr, le Conseil national des femmes juives (section de Toronto), trois dirigeants d'une circonscription torontoise, Budget Rent a Car, une compagnie à numéros de l'Ontario et l'association de comité du ministre de l'Industrie, Monte Kwinter.

Une trentaine des accusations s'adressent particulièrement à Patti Starr, pour avoir aidé le Conseil national des femmes juives à faire des dons politiques, contraignant ainsi à la Loi sur le financement des partis politiques.

Les dons ont surtout été faits au Parti libéral de l'Ontario et à des candidats libéraux aux élections provinciales de 1987.

Une vingtaine des accusations concernent la campagne électorale de 1987 du ministre Kwinter, à qui il est reproché d'avoir accepté une Pontiac de Budget Rent a Car, qui était payée par le Conseil national.

Deux ex-ministres, Ken Keyes et Susan Fish, sont également mentionnés dans les inculpations. Ils auraient reçu des dons dépassant le maximum permis de 750\$ pour les dons d'une seule source.

### Amendes

M. Hugh MacKenzie, vice-président de la Commission des finances électorales, a dit qu'une «enquête complète» avait été faite et que des accusations avaient été portées «là où on avait jugé que c'était approprié».

Les accusations comportent une amende maximale de 1000\$ pour les particuliers et de 10 000\$ pour une compagnie ou un syndicat.

Le ministre Kwinter s'est élevé contre les accusations portées contre des gens «qui ont agi de bonne foi». «Je ne crois pas, a-t-il dit, qu'ils devraient être poursuivis pour avoir fait cela.»

Depuis que les libéraux ont pris le pouvoir en Ontario, en 1985, cinq membres du cabinet ont démissionné, à la suite de conflits d'intérêts ou de mauvais jugements.

## Les CF-18 voleront plus haut

Presse Canadienne  
WINNIPEG

Le général Fred Sutherland, commandant des Forces aériennes canadiennes, a fait savoir, hier, qu'il sera désormais interdit aux avions CF-18 de voler à moins de 61 mètres d'altitude. Le minimum était auparavant de 30 mètres.

Cette mesure de sécurité est l'une de celles qui ont été prises à la suite de l'écrasement de 13 des 138 CF-18 achetés par le Canada.

De plus, a ajouté M. Sutherland, les vols d'entraînement ont été modifiés, afin qu'ils deviennent moins périlleux, et l'accent sera mis dorénavant sur l'habileté des pilotes à réussir les manoeuvres principales.

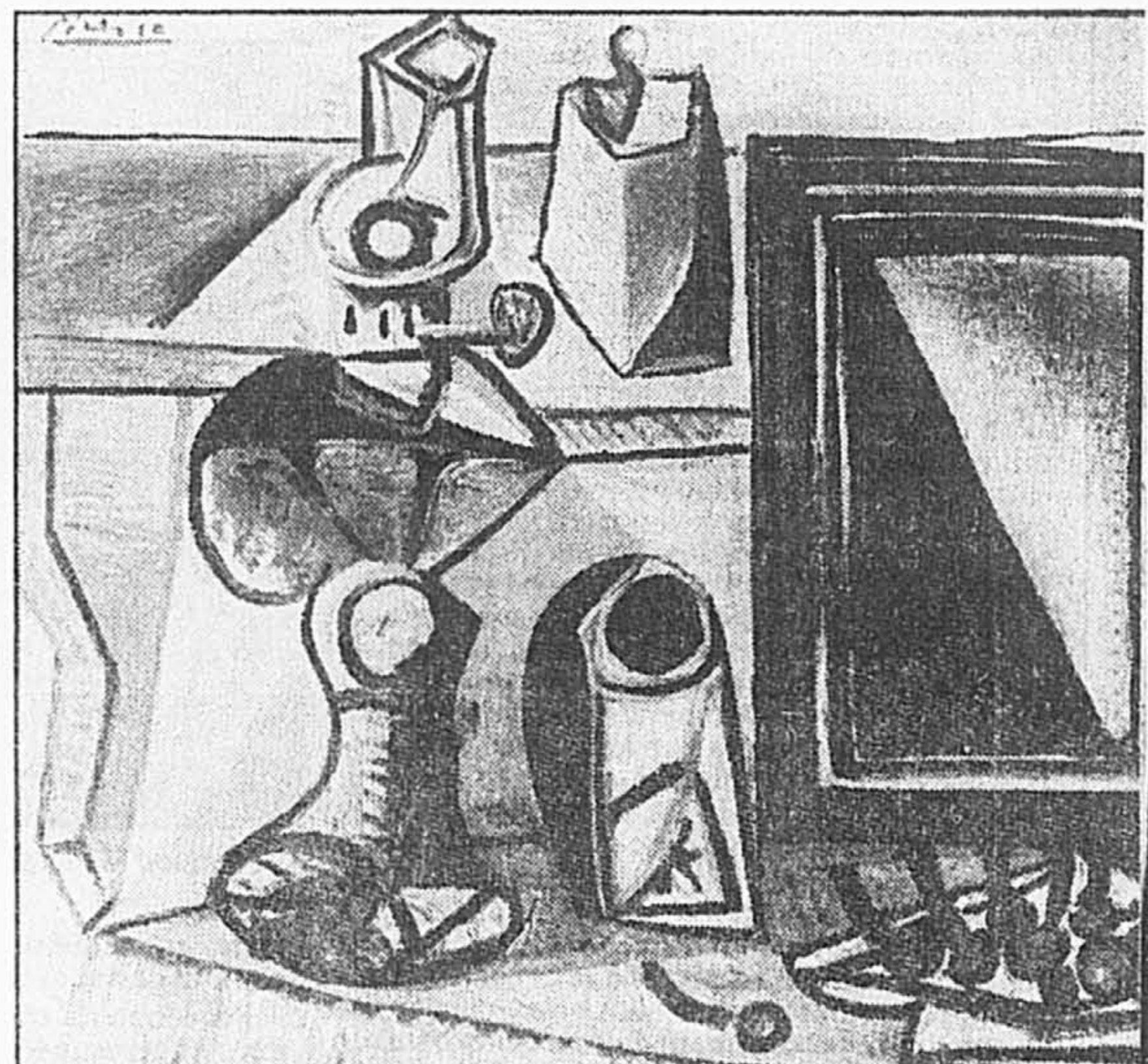
## INITIATION AUX ARTS PLASTIQUES POUR LES SIX-DOUZE

Un avant-goût des expositions présentées cet été au Musée des beaux-arts de Montréal: "Souvenirs d'Italie: la peinture hollandaise du XVII<sup>e</sup> siècle" et "Un regard passionné: chefs-d'oeuvre de l'impressionnisme et autres toiles de la Collection Emil G. Bührle".

# Un regard passionné... sur le cubisme

Pendant des centaines d'années, l'art était le reflet des choses que les gens pouvaient voir dans le monde extérieur. Ce qui a pour résultat qu'il nous est facile de reconnaître les éléments dans ces toiles. Mais, peu à peu, avec les impressionnistes et les postimpressionnistes, les artistes ont commencé à expérimenter davantage la couleur et la forme, de sorte que leurs oeuvres ont également été le reflet de leurs sentiments.

Pablo Picasso est souvent considéré comme l'artiste le plus important de notre siècle. Bien que Picasso peignait des gens et des objets de son entourage, il les reproduisait d'une manière très différente et tout à fait nouvelle. Il regardait ses sujets de différents points de vue, de côté, de face, de dos et du dessus. Il essayait ensuite de combiner tous ces points de vue dans un même tableau. Ce style de peinture est connu sous le nom de cubisme.



PABLO PICASSO, "La lampe et les cerises", collection du Musée des beaux-arts de Montréal. Photo: Christian Guest, MBAM © Pablo Picasso 1990 / VIS'ART droits d'auteur inc.

Regardez le tableau reproduit ici. Voyez comment la lampe a été ramenée à des formes géométriques de base. Voilà un autre trait de la peinture cubiste. Essayez maintenant de reconnaître les autres éléments de ce tableau.

Essayons d'expérimenter la vision cubiste du monde. Choisissez un seul objet que vous étudierez de près. Mentionnez quelques exemples tels une chaise, une chaussure, une tasse, un marteau, des ciseaux, une montre, une pince à linge... bref, n'importe quelle forme qui puisse être intéressante. En utilisant des crayons, dessinez au moins trois différents points de vue de votre objet sur des feuilles de papier à

tracer séparées. Cela terminera vos feuilles de sorte que vos points de vue simultanés sur le papier est transparent, vous pouvez dessiner du dessous. Déplacez le papier afin d'obtenir celui qui est le plus bel agencement de ces points de vue sur une nouvelle feuille de papier, en traçant des lignes plus légères, et laissez-les sècher. Vous pouvez aussi ajouter différentes textures à votre oeuvre encore plus intéressante.

### QUESTION D'ART

Nomme l'autre peintre qui fut avec le cubisme.

Réponds à cette question et cours à l'inscription aux ateliers des "Samedis" saison 1990-1991 organisés par le Musée des beaux-arts.

Envoie ta réponse à:  
La Presse/Education  
7, rue Saint-Jacques  
Montréal H2Y 1K9  
en inscrivant "Question d'art" sur l'inscription.

Date limite: le 19 juin 1990.

GAGNANT DE LA SEMAINE DERNIÈRE  
Jean-Sébastien Cyr  
Ville Mont-Royal

Réponse à la question du 6 juin:  
Aristide Bruant

Crédits: Glnette Cloutier, coordination; Marilyn Lajeunesse, recherche et rédaction; Musée des beaux-arts de Montréal

# Musique d'ambiance & musique de danse

Grands succès de lambada sur disque compact  
14 versions de la danse de l'heure.

Notre prix **9<sup>99</sup>** ch.

Notre prix **6<sup>99</sup>** ch.

"Strauss" sur disque compact  
Les plus célèbres valses dans le monde!  
Plusieurs autres titres en magasin

Notre prix **12<sup>99</sup>** le pat

Musique de Films sur disque compact  
Plusieurs autres titres en magasin

VOTRE CHOIX **2<sup>99</sup>** ch.

Festival "Beer Garden" ou Accordéon italien sur cassette

VOTRE CHOIX **3<sup>99</sup>** ch.

Vos musiques & chansons favorites sur cassette  
Les plus grands succès du "Glenn Miller Orchestra" — La Symphonie no 7 en la majeur, op. 92 de Beethoven — Collection Souvenir de versions originales de Mike Brant — Collection Souvenir de versions originales de Tex Lecor.  
Grande sélection de titres en magasin

## PASCAL

- CENTRES COMMERCIAUX**
- Place Versailles — 7275 est, rue Sherbrooke... 353-1150
  - Boulevard Pie IX — 4250 est, rue Jean Talon... 722-4681
  - Fairview Pointe-Claire — 6728 Trans-Canada... 695-6655
  - Greenfield Park — 473 boul. Taschereau... 672-1771
  - Le Carrefour Laval — 3055 boul. Carrefour... 687-1220
  - Carrefour Angrignon — 7075 boul. Newman... 364-4442
  - La Place Vertu — 3305 Côte Vertu... 745-4220
  - MAGASIN
  - 6625 Côte des Neiges... 735-2534
- Ces prix sont en vigueur jusqu'au sam. 23 juin. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL  
SERVICE ÉDUCATIF ET CULTUREL

La Presse  
education  
Pour plus de renseignements  
285-6960

# Québec doit réclamer d'autres pouvoirs, selon Claude Béland

Laurier Cloutier

■ Québec n'a d'autre choix que de « réclamer des pouvoirs additionnels d'Ottawa. Son avenir en dépend, ça presse », déclare le président du Mouvement Desjardins, Me Claude Béland, à *La Presse*.

Commentant l'accord signé dimanche, Claude Béland estime que Meech ne fut qu'une étape, et qu'il était plus que temps.

Malgré certaines réserves, le président du groupe se dit satisfait puisque le Québec gagne déjà des pouvoirs.

Mais M. Béland participerait volontiers à des États généraux du Québec, à l'étude de la « super structure » de Robert Bourassa, à la démarche de l'ex-ministre fédéral Lucien Bouchard, « à une table non partisane ». Car le Québec doit aller plus loin que Meech pour se doter de ses instruments de développement et affronter la concurrence internationale.

Claude Béland reconnaît qu'il a rencontré Lucien Bouchard — à

l'exemple d'autres décideurs du Québec — qui « réfléchit sur l'avenir du Québec. Il n'y a rien de précis encore ».

Profitant de la complicité et de l'amitié de l'Ontario, que le premier ministre David Peterson a encore manifesté lors du marathon de la semaine dernière, le Québec devrait aussi bâtir avec

d'autres par le voie de l'économie, croit M. Béland.

## Libre-échange canadien

À l'instar d'autres leaders du monde des affaires tels Ghislain Dufour (CPQ) et Jean-Paul Lévesque (Chambre de commerce du Québec), Claude Béland souhaite que le Québec négocie rapi-

dement le libre-échange canadien avec l'Ontario et d'autres provinces, un dossier toujours dans les limbes un an après la signature du libre-échange canado-américain.

Ce n'est pas par la constitution que le Québec solutionnera la réglementation des institutions financières. Le dossier Noverco

marque un recul pour le Québec parce que l'Ontario Securities Commission bloque la transaction que la Commission des valeurs mobilières du Québec a acceptée. L'OSC et la CVMQ se partageaient auparavant les dossiers selon leur provenance provinciale. « Pendant ce temps, on ne se prépare pas à l'Europe 92 et le marché commun financier se fait attendre ».

Après les laborieuses négociations qu'il entoure Meech, la deuxième ronde de négociations constitutionnelles inquiète Claude Béland.

En gardant enfermés à huis clos les premiers ministres, on a

peut-être trouvé le bon moyen pour régler maintenant les problèmes du déficit et du chômage, croit néanmoins celui-ci.

«Après Meech, c'est le temps des problèmes fondamentaux. Après ceux créés en 1867, il faut s'attaquer à l'orientation stratégique des temps nouveaux. Les coûts de la double juridiction et du temps perdu sont si élevés».

Néanmoins, Meech apporte en dot l'opting out qui permettra au Québec de se retirer de certains programmes fédéraux. Comme au temps des Pearson-Lesage, où le Québec a pu mettre sur pied sa Régie des rentes et sa Caisse de dépôt.

## Les autochtones veulent être une société distincte dans un Québec souverain

Lia Lévesque de la Presse Canadienne

■ Les nations autochtones, furieuses d'avoir été laissées pour compte dans le cadre des négociations du lac Meech, ont cherché à obtenir des garanties de leur reconnaissance comme société distincte de la part du chef péquiste Jacques Parizeau.

La rencontre entre le chef de l'opposition officielle et une vingtaine de représentants de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador a eu lieu hier, à Montréal, à leur demande.

Les représentants autochtones voulaient notamment savoir quelle place un éventuel Québec souverain réserverait aux premières nations et jusqu'à quel point un gouvernement du Parti québécois serait prêt à reconnaître les nations autochtones comme société distincte, demeurant sur un territoire qui leur appartient.

Le porte-parole de l'assemblée, M. Konrad Sioui, a livré un message de clôture, après deux heures d'entretien, qui était on ne peut plus clair: «on veut être reconnu comme LE peuple fondateur.»

Il a longuement été question de la rédaction d'une future consti-



Jacques Parizeau

tution québécoise et de la définition du statut des nations autochtones au sein d'un Québec souverain ou reconnu comme société distincte au sein du Canada.

M. Parizeau a insisté pour associer les premières nations à cette démarche de rédaction. Il accepte

de les consulter au préalable, dès qu'il sera question de leurs droits.

Au nom des siens, M. Christopher McCormick a demandé à M. Parizeau de s'engager à ne pas bloquer une éventuelle reconnaissance des peuples autochtones incluse dans la constitution, et non dans le préambule. M. Parizeau a expliqué qu'en tant que chef de l'opposition à Québec, son rôle était bien mince en ce qui a trait aux négociations entre les nations autochtones et le gouvernement fédéral.

M. Parizeau a dit comprendre la frustration des premières nations — des représentants algonquins, hurons, cri, métis et atikamek-montagnais, entre autres — d'avoir été laissés de côté dans les négociations constitutionnelles.

Le chef Sioui en a profité pour présenter à M. Parizeau et son député Denis Perron, de Duplessis, une pétition.

Les autochtones y réclament une audience de la Commission des droits de la personne sur les relations entre les forces policières et les peuples autochtones. «On veut que la lumière soit faite sur les agissements de la Sûreté du Québec dans nos réserves et nos communautés», a plaidé M. Sioui.

## Bourassa nie avoir cédé devant ses homologues

Presse Canadienne QUÉBEC

■ Le premier ministre Robert Bourassa nie complètement avoir plié la semaine dernière pour faire adopter l'Accord du lac Meech. Plus encore, il blâme les médias d'information en termes à peine voilés pour avoir donné à entendre que tel était le cas.

«On titrait aujourd'hui dans les journaux que j'aurais plié. Quand on fait des concessions qui ne coûtent rien, on ne plie pas. Accepter de dialoguer et d'examiner certaines questions, ce n'est pas faire des concessions», a dit M. Bourassa hier, à la sortie d'une rencontre avec un groupe d'hommes d'affaires baptisé Les Amis du Lac Meech et qui appuyait la démarche gouvernementale.

M. Bourassa a répété sa confiance que l'entente soit votée à temps dans les deux parle-

ments où la ratification paraît poser problème, celui de Terre-Neuve et celui du Manitoba.

Quant au porte-parole des Amis du Lac Meech, le président de la Laurentienne et ancien ministre libéral Claude Castonguay, il s'est dit assuré que l'Accord de samedi dernier ne modifie en rien les cinq conditions posées par le Québec.

«La seule ombre au tableau, c'est le temps qui a été nécessaire. Ce sont des événements qui laissent des traces», a dit M. Castonguay.

Les autres hommes d'affaires qui accompagnaient le président de la Laurentienne sont le vice-président de Cossette Communications François Duffar, le président de Pfizer, Gordon Fehr, deux cadres du bureau de comptables RCMP, François Lebrun et Serge Saucier, le vice-président de BurnsFry, Jacques Ménard, et le président de Devencore, Philippe O'Brien.

# Les Grands prix Nissan.

Les spécialistes de l'automobile se sont prononcés et ont fait de Nissan un grand gagnant en lui permettant de remporter les prix les plus prestigieux. Voilà pourquoi, jusqu'au 29 juin, nous désirons vous faire profiter de ces grands prix... à bon prix!

Pour tous les détails sur cette offre gagnante, passez voir votre concessionnaire Nissan... et repartez gagnant!

Dépêchez-vous, le 29 juin il n'y en aura plus!

**Sentra DLX 4-portes 1990**

Gagnante du trophée de la CAA 1990. Climatisation et stéréo gratuits — valeur de 1700 \$ plus financement génial!

**Costaud King Cab DLX 1990**

134 chevaux. Le moteur standard le plus puissant de sa catégorie! 1000 \$ de rabais ou financement génial!

**Pulsar NX 1990**

Élu meilleur nouveau coupé sport, selon l'Association canadienne des journalistes de l'automobile. 1000 \$ de rabais ou un financement génial!

**240 SX 1990, Fastback**

Meilleur nouveau coupé sport de l'année 1989, selon l'Association canadienne des journalistes de l'automobile. À partir de 18 890 \$!

**Axxess 1990**

La familiale sport! Financement génial!

**Micra DLX, 3-portes, 5 vitesses 1990**

Le grand prix économique! Seulement 7 990 \$\*\*

**Stanza XE 4-portes berline 1990**

Prix de la «Meilleure réalisation technologique», selon l'Association canadienne des journalistes de l'automobile. Financement génial!

**Pathfinder SE, Trail Boss, 4-portes 1990**

Meilleur 4x4 de l'année, selon le 4 Wheel & Off Road Magazine. On vous offre 100 \$ si, suite à un essai routier du Pathfinder, vous optez pour un Jeep Cherokee ou un Toyota 4-Runner!

\*Lettre de financement est applicable sur les Sentra, Costaud, Pulsar, Stanza et Axxess sur approbation de crédit. Lettre de financement ou remboursement de 1000 \$ ne peut être payée.  
 \*\*240SX, PDSI pour le modèle Coupe, 2 portes 1990. Modèle illustré — Fastback — à partir de 19 390\$. transport, préparation, immatriculation et taxe en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. \*\*\*Mitsubishi transport, préparation, immatriculation et taxe en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails sur ces offres. \*CAA est la marque déposée de l'Association canadienne des automobilistes.

L'Association des concessionnaires Nissan du Québec.

ne

faites chevaucher puissiez voir tous ent. Puisque votre ouvez voir les z enfin vos feuilles ui vous paraît le rmes. Dessinez elle feuille de ncées, d'autres lques autres de er des ombres et ssin pour le rendre

1950 le principal créateur

hance de gagner une lu Musée", vice éducatif du Musée

oloppe.

Montréal, • 285-1600.

nements:

## LA PUISSANCE

DE NOS  
RESSOURCES HUMAINES

Asea Brown Boveri Inc. est la plus importante société de génie électrique du monde. Nous oeuvrons principalement dans les secteurs suivants: production, transport et distribution d'énergie, entraînement et automatisation industriels, robotique, les technologies reliées au transport, aux instruments de mesure, à la communication et à l'environnement.

## Dessinateur Concepteur

Dossier n° CS-114

Nous sommes présentement à la recherche d'une personne compétente pour combler un poste de dessinateur concepteur dans la division des transformateurs de puissance pour notre usine située à Varennes.

Dans un contexte dynamique de travail en équipe, vous aurez comme fonction principale de dessiner et de concevoir des assemblages et des détails de fabrication mécanique d'appareillages électriques à haute puissance et haut voltage.

Vous devez être titulaire d'un diplôme de l'École de Technologie Supérieure ou d'un Cégep, dans une discipline pertinente. Vous avez acquis au moins deux (2) années d'expérience dans un environnement manufacturier. La connaissance des systèmes CAO serait un atout.

Ce poste est ouvert aux hommes et aux femmes. Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante:

Service des ressources humaines  
Asea Brown Boveri Inc.  
1600, montée Ste-Julie  
VARENNES (Québec)  
J3X 1S4



La puissance du génie électrique.

CONSEIL SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE  
D'OTTAWA-CARLETON

Le conseil plénier du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton cherche à combler le poste suivant:

CHEF DU SERVICE DES RELATIONS DE TRAVAIL  
(Offre d'emploi 90-49)

Sous la direction du surintendant des ressources humaines, le chef du Service des relations de travail participe à la négociation collective et au processus de règlement des griefs et d'arbitrage. Les talents de communication du chef sont mis à l'oeuvre dans ses fonctions d'agent de liaison avec les associations et les syndicats relativement à l'interprétation et à l'application des conventions collectives, des lois, règlements et lignes de conduite régissant les conditions de travail du conseil plénier et des sections catholique et publique. Le titulaire du poste élabore des programmes de formation internes liés au respect des politiques et des conventions collectives.

La personne choisie détient un diplôme d'études universitaires de 2e cycle en administration, en relations de travail ou en ressources humaines, avec un minimum de 4 ans d'expérience en relations de travail ou en ressources humaines ou les deux. Une formation juridique serait un atout.

L'échelle salariale pour ce poste va de 48 615\$ à 57 225\$ par année et il s'y ajoute une excellente gamme d'avantages sociaux.

## Présentation des demandes:

Les personnes intéressées ont jusqu'au 22 juin 1990 pour poser leur candidature. Les demandes d'emploi seront accompagnées d'un curriculum vitae à jour et adressées à:

L'agente des ressources humaines  
(personnel de soutien)  
Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton  
1420, Place Blair  
Gloucester (Ontario)  
K1J 9L8

Les demandes seront considérées sous réserve de la Loi de 1988 sur le Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton et des conditions de travail applicables.

## Prière de rappeler le numéro d'emploi 90-49

Le conseil plénier du Conseil scolaire de langue française d'Ottawa-Carleton souscrit à l'égalité en matière d'emploi et favorise un milieu de travail sans fumée.

Gabriel Racle,  
Président

Robert J.C. Pilon,  
Directeur général et secrétaire

Agent des finances  
Service des bourses

Relevant directement du chef du service, le titulaire prépare et administre le budget du service, ce qui comprend la prévision, l'examen, l'analyse et la surveillance des dépenses; il veille à ce que les bourses et autres formes d'aide soient payées selon les politiques du Conseil.

## Le candidat idéal:

- Peut travailler efficacement dans les deux langues officielles.
- A fait des études postsecondaires et peut avoir obtenu un titre comptable professionnel.
- Compte jusqu'à cinq années d'expérience comprenant diverses responsabilités en administration financière courante. (Les compétences et aptitudes nécessaires à la prévision et à l'analyse de données se sont perfectionnées grâce à cette expérience.)
- A une certaine expérience de la gestion financière dans un milieu artistique.
- Sait utiliser un ordinateur.
- Manifeste des aptitudes évidentes pour les rapports interpersonnels, l'organisation et la solution de problèmes.

Le traitement initial est de 38 000 \$ par année.

Les personnes intéressées doivent soumettre leur curriculum vitae au plus tard le 22 juin.



Conseil des Arts du Canada  
Ressources humaines  
99, rue Metcalfe, C.P. 1047  
Ottawa (Ontario) K1P 5V8

Ingénieur  
de projets

Vous faites preuve d'autonomie et de créativité, et vous êtes en quête d'un nouveau défi sur le plan professionnel? Si oui, vous êtes le candidat que nous recherchons.

ICI CANADA INC. Bécancour est à la recherche d'un ingénieur de projets, génie mécanique. Sous l'autorité immédiate du directeur des services techniques, vous serez chargé de mener à bien les projets qui vous seront confiés et, en particulier, de concevoir, d'estimer et d'octroyer les contrats, de surveiller les travaux ainsi que de contrôler les coûts et les échéanciers. De plus, vous devrez entreprendre des études en vue d'améliorer la sécurité, l'efficacité et la fiabilité de l'usine.

Diplômé en génie mécanique, vous comptez un mini. num de trois ans d'expérience dans le secteur industriel. Vous avez l'esprit d'analyse et le souci de la sécurité. Habile communicateur, vous aimez travailler en équipe. Vous détenez un atout de plus si vous possédez une bonne connaissance de l'anglais.

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 6 juillet 1990, en indiquant le numéro de concours 13, au Service des ressources humaines, ICI CANADA INC., 675, boul. Alphonse-Deshales, C.P. 10, Bécancour (Québec) G0X 1B0.



ICI CANADA INC.

Agences: prière de s'abstenir

Chef de service,  
activités  
promotionnelles

Nous désirons recruter un professionnel chevronné qui planifiera des démonstrations de produits, des cérémonies, des expositions ainsi que des présentations. Vous aurez à définir, évaluer et mettre sur pied des activités de promotion. Vous devrez aussi gérer les ressources financières, humaines et techniques, en plus de préparer les budgets annuels. Enfin, vous assurerez le lien avec le service de marketing de même qu'avec les cadres supérieurs et vous verrez au contrôle de la qualité.

Idealement, vous possédez un baccalauréat en communication, au moins dix années d'expérience pertinente aux expositions d'envergure internationale et vous êtes bilingue.

Nous offrons un salaire intéressant ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux des plus concurrentiels.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae à:

Bombardier Inc.  
Groupe Canadair  
Service du recrutement  
Dossier JR-538  
C.P. 6087, succursale A  
Montréal (Québec)  
H3C 3G9

Bombardier Inc. offre des chances d'emploi égales à tous.

® Marque de commerce de Bombardier Inc.

CONSEILLER(ÈRES)  
EN GESTION

... au sein d'une firme de conseillers en gestion prestigieuse et de renommée mondiale qui, en raison de sa croissance rapide et constante, recherche des cadres pour compléter son équipe CANADIENNE.

**Élargissez** Vous pouvez jouer un rôle important dans le monde des affaires en utilisant vos compétences dans le secteur de la fabrication ou des services au sein de notre société reconnue. Le poste de niveau de base que nous offrons présente de grandes possibilités d'avancement et de développement personnel dans un cadre dynamique.

**VOS** Notre programme de formation complet vous préparera à conseiller de grandes entreprises pour des tâches aussi diverses que la planification, le développement et la mise en pratique de techniques de gestion adéquates permettant d'augmenter leur rendement et leur rentabilité. Vous serez appelé(e) à voyager fréquemment.

**horizons** Les candidat(e)s doivent posséder une expérience de 6 à 12 années en affaires, incluant 4 années en gestion d'exploitation dans le secteur manufacturier ou des services. Un sens aigu des affaires ainsi que des aptitudes pour l'observation et la communication sont des qualités essentielles. Un diplôme de premier cycle est également exigé.

**professionnels...** Si vous êtes prêt(e) à relever ce défi et à apporter votre contribution à notre croissance et notre succès, faites parvenir votre curriculum vitae sous pli confidentiel au: Service de réponse confidentielle NAS, Service 6-OR-10MON, 417, rue St-Pierre, Bureau 700, Montréal (Québec), H2Y 2M4.

Nous exigeons un curriculum vitae en français et en anglais. Seuls les curriculum vitae accompagnés d'un dossier salarial seront considérés.

Nous sommes un employeur offrant des chances égales à tous et mettant en pratique des mesures anti-discriminatoires.

## OUTRE-MER

Un consortium international qui exploite l'une des plus grandes mines de bauxite au monde, dans la République de Guinée en Afrique occidentale, recherche des candidats pour combler le poste suivant:

## Superviseur, laboratoire

À ce poste nouvellement créé, vous installerez le système XRF de même que tout l'équipement permettant d'effectuer l'analyse de la bauxite en vue d'améliorer le contrôle de la qualité. De plus, vous concevrez et mettez en œuvre les méthodes de préparation et d'analyse des échantillons. Enfin, vous planifierez et recommanderez des programmes de formation à l'intention du personnel de laboratoire et vous participerez à la formulation des protocoles de contrôle en matière d'exploitation minière de façon à ce que la qualité du produit expédié corresponde aux exigences des clients.

Pour postuler, vous devez posséder un diplôme d'études universitaires ou collégiales en chimie ou en génie chimique ainsi qu'un certain nombre d'années d'expérience en exploitation minière ou métallurgique.

Vous serez affecté à une mine située dans une région éloignée où résident 13 000 habitants. Nous recherchons une personne mariée ou célibataire, mais il est important de souligner qu'il n'y a pas d'établissements d'enseignement dans ce territoire. Nous sommes toutefois disposés à vous verser une allocation pour payer les frais de scolarité d'études primaires et secondaires à l'extérieur de l'Afrique pour les enfants dont vous avez la charge. La connaissance du français est essentielle.

EXCELLENTE RÉMUNÉRATION EN DOLLARS É.-U.  
PLUS UNE INDEMNITÉ DE SÉJOUR

## AVANTAGES SOCIAUX

- Contrat initial de deux ans
- Salaire initial en dollars américains peut être non imposable et fournir ainsi l'occasion de se constituer un capital substantiel
- Logement moderne meublé et climatisé
- Assurance-vie et installations médicales
- Vacances annuelles de six semaines

Les personnes qualifiées sont priées de communiquer avec M. Cy Harris sans tarder. Les entrevues seront obtenues par rendez-vous seulement.

Compagnie Cowan  
Conseillers en personnel Ltée  
1110, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 1808  
Montréal (Québec) H3A 1G8  
Tél.: (514) 842-8311  
Fax: (514) 842-8313

COWAN  
personnel

LOCAL ET INTERNATIONAL

REPRÉSENTANT TECHNIQUE  
Secteur Québec et l'Est de l'Ontario

Le plus important fabricant et distributeur de tuiles de toiture en béton au Canada est à la recherche d'un Gérant de secteur avec connaissances techniques.

La fonction principale de ce poste est de gérer et accroître les ventes au Québec et dans l'Est de l'Ontario.

Le candidat idéal possède de solides compétences au niveau technique, de préférence dans l'industrie de la construction, et transigera avec les constructeurs résidentiels et commerciaux, les agences de normalisation, les promoteurs en immobilier, ce afin d'assurer la promotion et l'utilisation d'un produit de toiture de renommée mondiale. La connaissance du français et de l'anglais serait un atout.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae et exigences salariales au:

Directeur, Ventes et Marketing  
LES TUILERIES MARLEY CANADA LTÉE  
281, Alliance Road  
C.P. 278  
Milton, Ontario  
L9T 4N9

## COMPTABLE

Notre client, une entreprise oeuvrant à Montréal dans le domaine de la distribution, est à la recherche d'un(e) comptable.

La rémunération annuelle est de l'ordre de 27 000 \$.

Si le poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, avant le 27 juin 1990, à:

Claude Renaud, c.a.  
Gougeon, Ouellette & Associés, c.a.  
8000, boul. Langelier, bureau 600  
St-Léonard (Québec)  
H1P 3K2

SUPERVISEUR  
VENTES INTERNES  
TÉLÉMARKETING

En raison de la dérégulation du CRTC relativement au choix des appels interurbains au Canada, CALL-NET prend de l'expansion au niveau du personnel de vente en télécommunications.

CALL-NET TÉLÉCOMMUNICATIONS LTÉE offre des services de télécommunications en gros. De plus, CALL-NET permet à sa clientèle de réaliser économies et contrôle sur les appels interurbains dans le milieu des affaires.

À titre de superviseur des ventes internes pour CALL-NET, vous aurez à motiver et diriger une équipe de 12 personnes. De plus, vous aurez à rencontrer certains objectifs mensuels.

Si vous êtes motivé(e) par ce défi et désirez être No 1 dans une entreprise grandissante, s.v.p. faire parvenir votre curriculum vitae ou téléphoner à:



GINETTE DESCHIAMPIS  
740, Notre-Dame ouest  
Suite 1290  
Montréal, Québec  
H3C 3N6  
FAX (514) 397-9200 (514) 397-9665

## DIRECTEUR DU RECRUTEMENT

Une chaîne de magasins renommée recherche un directeur du recrutement qui se chargera de recruter des gérants de magasins et certains employés de bureau. Les candidats doivent être parfaitement bilingues, posséder de l'expérience à un poste similaire et être très doués pour l'organisation et la communication. Discrétion assurée. Prière d'écrire à:

La Presse, réf.: 18143  
C.P. 6041, Succ. «A»  
Montréal, Québec  
H3C 3E3

CARRIÈRES ET PROFESSIONS



**Centre de réadaptation Cartier**

Situé à Laval, le Centre de réadaptation Cartier est un établissement offrant des services spécialisés d'adaptation et de réadaptation à court terme aux mésadaptés socio-affectifs de 12 à 18 ans. Il a aussi pour mandat de procurer des services de transition aux adolescent(e)s dans les locaux de l'édifice de la Chambre de la jeunesse à Montréal. Pour mener à bien ces importantes responsabilités, nous devons nous adjoindre un(e)

**Directeur(trice) général(e)**

Sous l'autorité du Conseil d'administration, vous verrez au fonctionnement des activités et serez responsable de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'établissement, dans le cadre des lois et règlements régissant le réseau de la santé et des services sociaux.

Membre d'une corporation professionnelle reconnue, vous possédez un diplôme universitaire de premier cycle en administration ou dans une discipline appropriée doublé d'une expérience d'au moins dix ans comme cadre supérieur. Notez que des antécédents exceptionnels dans un domaine relié au poste peuvent compenser l'absence du niveau de scolarité exigé.

Pour relever ce défi de taille, vous devez faire preuve de qualités remarquables à titre de gestionnaire d'envergure, ayant déjà administré avec succès un organisme complexe. Vos réalisations antérieures démontrent hors de tout doute votre grande compétence en gestion des ressources humaines, matérielles et financières. De plus, vous savez comment maintenir des critères de qualité et de volume relativement aux services à offrir et vous êtes doté(e) de solides aptitudes pour les communications.

Vous serez rémunéré(e) selon les normes du M.S.S.S. (classe 21).

Si l'ampleur du défi vous intéresse, veuillez faire parvenir votre offre de service, accompagnée d'un curriculum vitae et portant la mention « Concours, poste de directeur(trice) général(e) », au plus tard le 29 juin 1990, 17 h, au président du jury de sélection, Centre de réadaptation Cartier, 306, boulevard Cartier, Laval (Québec) H7N 2J2.



**SANI MOBILE MONTREAL INC.**  
Entreprise au service de l'environnement recherche un **CONTREMAÎTRE**

- expérience et connaissance de l'industrie
  - région de Montréal
  - excellente rémunération et avantages sociaux.
- REF.: Directeur du personnel  
2225, boul. Industriel  
Laval, Québec H7S 1P8  
382-9604

**DISTRIBUTEURS**

Bilopage Inc., manufacturier alimentaire reconnu, est à la recherche de distributeurs pour la région métropolitaine. Clients établis, commission intéressante, possibilité de financement, de camion. Si le poste vous intéresse, prière de communiquer avec **M. Claude Noiseux au: 354-5100**



**Société Radio-Canada**  
Canadian Broadcasting Corporation

La Société Radio-Canada est actuellement à la recherche d'un(e)

**Spécialiste de systèmes RF passifs en diffusion (radio et télévision)**

Vous assurerez un service technique spécialisé en matière de systèmes RF passifs et d'antennes d'émission/réception FM et TV. Votre travail comportera l'inspection, l'évaluation, le diagnostic et la résolution des problèmes relatifs aux antennes, filtres, diplexeurs, etc.

Vous effectuerez des recherches et des études spéciales, rédigerez des rapports et ferez des recommandations concernant les aspects susmentionnés.

Vous devez détenir un diplôme en génie ou avoir des antécédents équivalents reliés directement au poste, en plus de posséder cinq années d'expérience dans le domaine. Également, vous devez être disposé(e) à voyager partout au Canada, notamment à des sites d'accès difficile, et pouvoir grimper sur des pylônes (tours). La capacité de travailler dans les deux langues officielles sera un avantage important.

Votre salaire, situé en 40 000 \$ et 50 000 \$, reflétera votre expérience et vos compétences.

Pour postuler, faites parvenir votre curriculum vitae au **Service des ressources humaines, Ingénierie de Radio-Canada, 7925, chemin de la Côte-Saint-Luc, Montréal (Québec) H4W 1R5.**

Radio-Canada souscrit intégralement aux principes de l'équité en matière d'emploi.



**La COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD est à la recherche de candidat(e)s pour combler les postes d'enseignant(e)s suivants:**

Contrat à temps plein	Champ	Lieu de travail
Musique	10	Havre-Saint-Pierre
Mathématiques et Sciences	13	Havre-Saint-Pierre
Primaire général	3	Magpie
Adaptation scolaire	1	Natashquan

**EXIGENCES**

Les candidat(e)s devront posséder un diplôme universitaire du premier cycle dans la discipline appropriée; de plus, ils devront détenir un permis d'enseignement émis par le ministère de l'Éducation du Québec.

**CONDITIONS DE TRAVAIL**

- Rémunération: Selon la convention collective plus prime d'éloignement.
- Gamme complète d'avantages sociaux.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur curriculum vitae à l'adresse suivante et ce, avant le 25 juin 1990:

Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord  
1235, rue de la Digue  
Havre-Saint-Pierre, Qc  
G0G 1P0

À l'attention de: **M. Camille Jomphe**  
Service des ressources humaines

**Professeure ou professeur**

**Départements de science politique et de sociologie**

Un poste temporaire d'un an est offert conjointement par les départements de science politique et de sociologie pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1990 au 30 juin 1991.

La candidate ou le candidat devra être en mesure de donner un cours d'introduction à la société et des cours de science politique et de sociologie au niveau du premier cycle, préférentiellement dans les domaines de la communication et de l'administration publique.

La candidate ou le candidat devra avoir un Ph.D. ou une scolarité de doctorat en science politique ou en sociologie et un diplôme universitaire dans l'autre discipline (sociologie ou science politique).

Veillez soumettre votre candidature, incluant le nom de trois répondants ou répondantes, avant le 26 juin 1990 à M. Gilles Bouchard, vice-doyen, Faculté des sciences sociales, Université de Moncton, Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9. Télécopieur: (506) 858-4379.



**UNIVERSITÉ DE MONCTON**

Cette offre s'adresse également aux femmes et aux hommes, et conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ce poste est offert aux citoyens et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents seulement.

Quand le besoin se fait sentir...

**CARRIÈRES ET PROFESSIONS**

... un coup de fil suffit pour réserver votre espace  
**285-7320**  
(code régional: 514)

un simple envoi de votre texte dactylographié par télécopieur  
**845-8129**  
(code régional: 514)

PARUTION	RESERVATION	MATÉRIEL COMPLET
SAMEDI	MERCREDI 11 h	MERCREDI 16 h
DIMANCHE	JEUDI 16 h	VENDREDI 12 h
LUNDI	JEUDI 16 h	VENDREDI 12 h
MARDI	VENDREDI 16 h	LUNDI 12 h
MERCREDI	LUNDI 16 h	MARDI 12 h
JEUDI	MARDI 16 h	MERCREDI 12 h
VENDREDI	MERCREDI 16 h	JEUDI 12 h

**EXIGENCES TECHNIQUES**

Format régulier  
Pages de 6 colonnes  
1 col. 2 1/4" 5,25 cm 4 col. 8 1/4" 21,75 cm  
2 col. 4 1/4" 10,79 cm 5 col. 10 3/4" 27,30 cm  
3 col. 6 3/4" 16,20 cm 6 col. 13" 33 cm  
Hauteur de colonne: 310 lignes agate modulaires  
Grandeur minimale: 30 lignes agate modulaire sur une colonne



**CARRIÈRES ET PROFESSIONS**  
750, boul. Saint-Laurent, 2e étage (édifice St-Jacques)  
Montréal, Québec, H2Y 2Z4

**OFFRE D'EMPLOI**

**CONTRÔLEUR DIVISIONNAIRE**

**STRATMIN INC.**, filiale d'une compagnie publique qui œuvre dans le domaine minier depuis un an, a à son bilan près de \$40 millions d'actifs et est en pleine expansion. La division Lacs-des-Iles située près de Mont-Laurier est à la recherche d'un contrôleur divisionnaire qui sera sous la supervision du Directeur des opérations de la mine.

**Vos responsabilités**

- Contrôle des coûts et explications des écarts avec le budget;
- l'élaboration des états financiers mensuels et annuels;
- préparation des dossiers de vérification;
- participation à l'élaboration du budget;
- assurer le développement de systèmes comptables informatisés;
- contrôle des acquisitions d'immobilisations;
- responsable du personnel comptable.

**Votre profil**

- Baccalauréat en sciences comptables et trois (3) ans d'expérience;
- ou cinq (5) ans d'expérience pertinente en charge d'un département de comptabilité;
- connaissance d'un système comptable informatisé;
- bilinguisme serait un atout.

**Conditions de travail**

Le salaire offert, auquel s'ajoute un régime complet d'avantages sociaux est des plus compétitifs et sera basé sur les qualifications et l'expérience.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, à l'adresse suivante:

**STRATMIN INC.**  
a/s Ressources humaines  
630, boul. René-Lévesque O.  
Bureau 3200  
MONTREAL (Québec)  
H3B 1S6



**Ingénieur-Représentant**  
Régulation Automatique  
Mécanique du bâtiment

Carrier Canada Limitée recherche un ingénieur-représentant expérimenté et compétent pour assurer le développement du marché des contrôles et systèmes auprès des ingénieurs, concessionnaires et entrepreneurs de Montréal. Cette personne devra être un représentant chevronné qui aura à faire la promotion et la vente des nouveaux produits (contrôles) et systèmes dans un marché hautement concurrentiel.

Le candidat idéal sera diplômé en ingénierie ou possèdera un équivalent; il connaîtra bien les systèmes HVAC, en particulier VAV, et il aura un minimum de 5 ans d'expérience dans la vente de contrôle pour les systèmes HVAC. Grand communicateur, il devra également former du personnel.

Nous offrons d'excellents avantages sociaux qui incluent le remboursement des frais médicaux et dentaires; une assurance vie, un plan de pension, un régime d'épargne-placement ainsi qu'un programme d'aide pour les études. Veuillez faire parvenir votre c.v. qui indiquera votre échelle de salaire à **Georges Bouzaglou, Carrier Canada Limitée, 1930, rue Gagnon, Lachine H8T 9Z7** ou téléphoner au 636-0444.



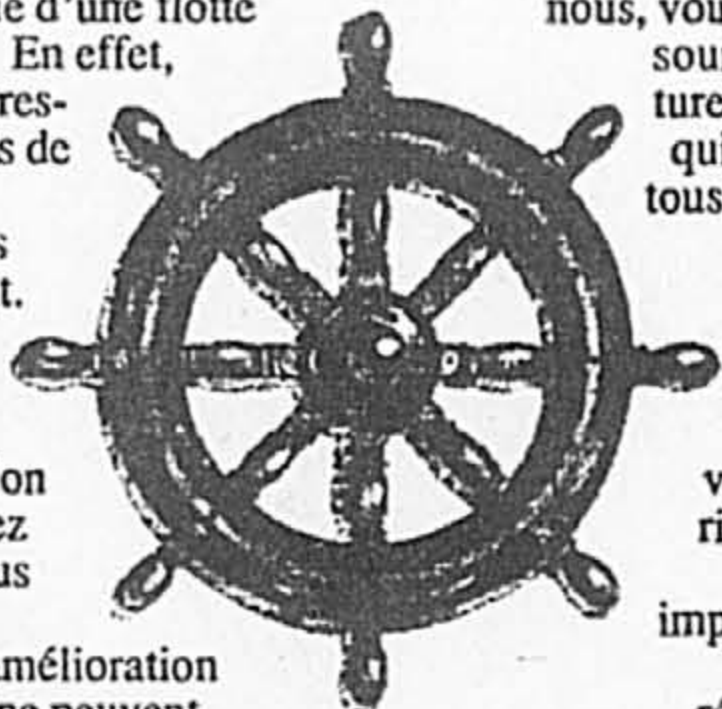
**UNITED TECHNOLOGIES CARRIER**

*À tous nos annonceurs, merci de bien vouloir retourner un accusé de réception aux postulants.*



**Soyez le capitaine de votre bateau**

En tant que gérant d'un restaurant Red Lobster, votre bateau fera partie d'une flotte très renommée. En effet, notre chaîne de restaurants de fruits de mer est la plus grande et la plus prospère qui soit. De plus, nous entrons dans une nouvelle phase d'expansion au Canada. Chez Red Lobster nous savons que la croissance et l'amélioration de nos services ne peuvent être que le résultat des efforts



conjoint d'une équipe de personnes comme vous. Chez nous, vous trouverez les ressources, l'infrastructure et les programmes qui vous motiveront à tous les niveaux. Vous serez mieux rémunéré et, selon vos résultats, vous atteindrez plus rapidement vos objectifs de carrière. La gérance de nos restaurants impliquera le maintien de notre excellente réputation de qualité et de service.

Nous recherchons une personne disposant d'au moins 1 an d'expérience en tant que gérant dans la restauration et/ou titulaire d'un diplôme en hôtellerie. Vos talents seront récompensés par un excellent salaire, une formation supérieure et un ensemble complet d'avantages sociaux. Veuillez communiquer au (416) 757-3676 ou faites parvenir votre curriculum vitae à:

**Lisa Houtson**  
General Mills Restaurants, Canada  
1417, chemin Kennedy  
Scarborough (Ontario)  
M1P 4N1  
Fax: (416) 751-9384



Mettez les voiles avec nous.

**Rédacteur en chef**  
**Rédactrice en chef**

La revue LE PHARMACIEN, publication mensuelle éditée à l'intention des pharmaciens du Québec, est à la recherche d'un rédacteur en chef.

**Responsabilités:** établir la politique éditoriale, décider du contenu de la revue, superviser le travail des collaborateurs et de nombreux pigistes et photographes, décider de la maquette en collaboration avec le directeur artistique, superviser la production et la fabrication de la revue. Le poste comprend l'établissement de contacts étroits avec les dirigeants de la profession, de l'université et de l'industrie.

**Pré-requis:** cinq ans d'expérience en journalisme (spécialisé ou grand public); dynamisme, entregent et capacité de travailler seul et sans supervision. La connaissance de la pharmacie, du milieu pharmaceutique médical et du commerce de détail est un atout.

S.v.p. adresser votre curriculum vitae à:

**Robert J. Elliott**  
Directeur général  
Editions professionnelles  
MACLEAN HUNTER  
1001, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1000  
Montréal (Québec) H3A 3E1 (514) 845-5141

**INGÉNIEUR INTERMÉDIAIRE EN LOGICIEL**

Une entreprise de services en ingénierie appliquée, située à LaSalle, est à la recherche d'un ingénieur intermédiaire en logiciel. Les candidats doivent posséder une licence en génie mécanique ou électrique et de 3 à 5 années d'expérience en vérification et validation du logiciel, systèmes de commande et contrôle, gestion de configuration et/ou de l'assurance qualité du logiciel, des aptitudes en communication orale et écrite, et pouvoir planifier et organiser leur travail.

Une expérience pratique des normes militaires (2167A/2168), VAX VMS, UNIX, ADA et des plans d'essai en logiciel serait un atout.

Le candidat choisi fournira des conseils en logiciel/matériel pour les projets de moyenne envergure et visualisera la documentation des programmes afin que ce soit conforme aux normes et spécifications.

Veillez adresser votre curriculum vitae en toute confiance au:

**PEACOCK INC.**  
Service du personnel  
161, rue Wanklyn  
LaSalle (Québec)  
H8R 1Z2

Le Monde

# Le Libéria prêt pour des négociations

## CARRIÈRES ET PROFESSIONS

### Technicien(ne) en informatique (Concours CSG-S018)

Un poste régulier est présentement disponible pour le service de l'informatique au Centre administratif Jacques-de-Ligny situé à La Prairie.

Vous devrez élaborer les diagrammes généraux et détaillés des nouveaux programmes et vous évaluerez, corrigerez et épurez les programmes existants.

Vous aurez aussi à codifier des données de façon logique et à préparer des cahiers de procédures ainsi que des manuels d'opérations et de normes. Vous participerez également à diverses phases de l'analyse de systèmes.

Titulaire d'un diplôme d'études collégiales en informatique, ou l'équivalent, vous possédez trois années d'expérience en programmation COBOL et deux années en développement d'applications de micro-informatique. De plus, vous connaissez les banques de données, DOS, WordPerfect, Lotus, PC Anywhere, dBASE, Novell Netware et les mini-ordinateurs Unisys.

Nous vous offrons un salaire horaire (35 h/semaine) s'échelonnant de 13,87\$ à 19,94\$, selon vos qualifications et votre expérience.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante, en mentionnant le code de ce concours, avant 16 h 30, le 22 juin:

Commission scolaire du Goéland  
Services des ressources humaines  
1250, boul. Sainte-Élisabeth  
La Prairie (Québec) J5R 2X2

N.B.: Il n'y aura pas d'accusé de réception.

### DIRECTEUR - DIRECTRICE BIBLIOTHÈQUE AU NIVEAU COLLÉGIAL COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

La bibliothèque possède près de 100 000 documents au service de 1 400 étudiants et de 85 professeurs. Le personnel de la bibliothèque est composé de 8 personnes.

**DESCRIPTION**  
Planifier, organiser, diriger et contrôler toutes les activités relatives à l'administration de la bibliothèque. Développer les services de la bibliothèque de façon à répondre aux besoins de l'enseignement.

**QUALIFICATIONS**  
Posséder au moins 5 ans d'expérience pertinente en milieu scolaire, en gestion de personnel et être capable de gérer l'informatisation de la bibliothèque en voie de développement.  
Posséder une maîtrise en bibliothéconomie et être membre de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec.

Date d'entrée en fonction: le 15 août 1990.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 20 juin 1990, 17 heures, à l'adresse suivante:

Directeur  
Service du personnel  
Collège Jean-de-Brébeuf  
3200, chemin Sainte-Catherine  
Montréal, Québec H3T 1C1

d'après UPI et AFP  
ABIDJAN

Les délégués du gouvernement libérien et des rebelles qui le combattent depuis plus de cinq mois étaient à pied d'œuvre hier à Freetown pour des pourparlers visant à mettre fin à cette guerre civile qui a déjà fait plusieurs milliers de morts.

Mais l'annonce de ces pourparlers n'empêche pas les Occidentaux de continuer à quitter en masse le pays tant les positions des deux camps sont éloignées, les rebelles réclamant toujours le départ du président Samuel Doe avant de cesser le feu.

Le chef de l'État libérien a de nouveau lancé hier un appel à l'aide, invitant les Nations unies, les États-Unis et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à fournir une force de surveillance d'un cessez-le-feu. L'ONU a déjà refusé et Washington affirme s'en tenir à un rôle d'observateur favorisant les contacts entre les deux camps.

C'est d'ailleurs dans un bâtiment officiel des États-Unis, le Centre américain d'information (USIS), que les trois tables ont été préparées dès hier matin pour les délégations du gouvernement, du Front national patriotique du Libéria (NPFL), et pour le Conseil des Églises chrétiennes (LCC) qui, avec le Conseil musulman, est à l'origine de ces discussions.

Entre 150 000 et 170 000 personnes ont fui le pays pour se réfugier dans les pays voisins, a annoncé hier le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La Côte d'Ivoire a accueilli 60 000 réfugiés et la Guinée entre 80 000 et 100 000.

Par ailleurs, le président Samuel Doe a déclaré avant-hier que ses forces ne tueraient pas des «innocents» pour contrer la progression des rebelles de Charles Taylor.

Pour leur part, la Grande-Bretagne et la RFA ont annoncé hier des mesures visant à faciliter l'évacuation de leurs ressortissants et d'autres étrangers cherchant à fuir la guerre civile.

L'ambassade de Londres à Monrovia a fait savoir qu'un convoi automobile quitterait l'enceinte diplomatique aujourd'hui pour la Sierra Leone par la seule route terrestre ouverte à partir de la capitale.

L'ambassade ouest-allemande a quant à elle annoncé la mise en place — aujourd'hui ou demain — d'un vol à destination de Freetown, capitale de la Sierra Leone. Aucun avion ne décolle actuellement de l'aéroport Robertsfield, le principal de Monrovia, autour duquel ont lieu d'intenses combats.

Les responsables britanniques ont précisé que leur convoi serait ouvert à tous les ressortissants de la CEE, des États-Unis et des pays du Commonwealth, sous réserve qu'ils disposent de véhicules et d'essence en quantité suffisante pour couvrir les 500 km séparant Monrovia de Freetown.

### Algérie: victoire du FIS aux élections

Reuter  
ALGER

Les intégristes du Front islamique du salut (FIS) ont remporté les élections municipales et départementales algériennes, a annoncé aujourd'hui le ministre de l'Intérieur algérien, Mohammed Salah Mohammedi.

«Le résultat des dépouillements partiels montre la prépondérance du Front islamique du salut, suivi du Front de libération nationale», a-t-il déclaré aux journalistes.

Le leader du FIS, Abassi Madani, avait affirmé ces derniers jours que son parti était assuré de recueillir 75 p. cent des suffrages dans ces premières élections pluralistes organisées depuis l'indépendance, en 1962.

Mais les observateurs accordaient au FIS, dans le meilleur des cas, 30 p. cent des suffrages et donnaient le FLN, au pouvoir depuis 28 ans, largement favori.

Interrogé hier soir par Reuter, le dirigeant intégriste s'est déclaré satisfait du bon déroulement du scrutin et a réitéré son pronostic sur un raz-de-marée du FIS.

De source proche du gouvernement, on a appris que le parti fondamentaliste avait remporté la victoire dans la plupart des wilayas (départements). «C'est un raz-de-marée du FIS», a-t-on précisé de même source.

Le mouvement intégriste semble avoir profité du modeste taux de participation, que le ministre de l'Intérieur a estimé à environ 60 p. cent au niveau national.

«Nous félicitons le peuple algérien car les élections se sont passées dans la paix, la discipline et le calme, malgré quelques incidents mineurs», a déclaré M. Madani à Reuter, après la clôture du scrutin.

Plusieurs partis ont accusé le FIS d'actes d'intimidation dans certains bureaux de vote. En signe de protestation, le FLN au pouvoir a ainsi retiré sa liste d'une commune à El Harrach, près d'Alger.

# LA MUSIQUE DE LA BAIE

## VAGUE DE CHALEUR EN MUSIQUE



### LES MEILLEURS EN CASSETTES ET DISQUES COMPACTS

Choisissez parmi Daniel Lavoie's "Long - Courrier", 8,99 chaque cassette, 15,99 chaque disque compact.

Sinead O'Connor's "I Do Not Want What I Haven't Got", and Heart's "Brigade", 8,99 chaque cassette, 17,99 chaque disque compact.

Lisa Stansfield's "Affection", Sam Brown's "April Moon", Jane Child "Jane Child" and Crash Vegas' "Red Earth", 8,99 chaque cassette, 18,99 chaque disque compact.

**8,99**  
chaque cassette

Celine Dion's "Unison", 7,99 chaque cassette, 15,99 chaque disque compact.

**7,99**  
chaque cassette

Les B.B.'s "Les B.B.'s", Ottawan's "Haut Les Mains", Laurence Jolbert's "Laurence Jolbert" and "Lambada Brazil" seulement, 9,99 chaque cassette, 18,99 chaque disque compact.

**9,99**  
chaque cassette

Centre-ville de Montréal: lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h  
Succursales: lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h



### MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES

C90-2155

Poste régulier à temps plein

Qualifications requises:

Posséder un certificat valide de chauffage à vapeur de 4<sup>e</sup> classe et un certificat valide d'appareils frigorifiques de classe "B" émis par l'autorité compétente.

Taux horaire: 14,44 \$

Horaires de travail:

38,75 heures/semaine variable (en rotation)

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 27 juin 1990.



Directeur des ressources humaines  
cégep 255, rue Ontario Est  
du B.P. 1444, succursale C  
montréal Montréal (Québec) H2X 3M8

### GESTION DE COMPTES PRINCIPAUX ET ADMINISTRATION RÉGIONALE ALIMENTATION

Une multinationale de l'agro-alimentaire connaissant une croissance accélérée de son volume d'affaires au Québec recherche un jeune partenaire dynamique et ambitieux. Le titulaire se verra rapidement confier la gestion de comptes principaux ainsi que des responsabilités administratives au niveau de la région et ce, dans le cadre d'un plan de carrière pré-établi et exceptionnellement stimulant.

De formation universitaire et bilingue, le candidat sélectionné s'est déjà distingué par son sens des affaires, son approche analytique, ses relations professionnelles avec ses clients et les résultats positifs qui en découlent. Il recherche un milieu qui lui permettra de réaliser et développer plus rapidement son potentiel.

Les conditions offertes sont des plus avantageuses.

Pour de plus amples informations: S.V.P. communiquer avec Pierre D. Aouost, 931-4141

Pierre D'Aouost & Associés

Recherche de cadres • Executive Search  
4141 ouest, rue Sherbrooke, Suite 500  
Montréal (Québec) H3Z 1B8

Bur.: (514) 931-4141 • Fax: 931-6709

### TECHNICIEN EN AÉRONAUTIQUE

STANDARD AERO, une cie de réparation de turbine d'hélicoptère, recherche un technicien en aéronautique basé au Centre de Service de Montréal.

Les candidats auront les atouts suivants:

1. expérience dans les turbines à gaz et dans l'aviation générale;
2. une compréhension sur les machines fixes;
3. capacité de voyager sans préavis;
4. bilingue, communicatif et sociable.

Prière de faire parvenir vos c.v. à:

STANDARD AERO  
10640, Côte-de-Liesse  
Lachine (Québec)  
H8T 1A5  
Att.: M. JIM TAYLOR  
Télex 07-57878  
Fax (204) 783-5686

### Appuyez le projet de convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.



Aide à l'enfance - Canada

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec:

Aide à l'enfance - Canada  
Save the Children - Canada

1450, rue City Council, bureau 620  
Montréal (Québec) H3A 2E6

## Offre spéciale de nettoyage tapis et meubles

Dernière semaine!

2 pièces **49 \$**  
Ord. 64 \$

4 pièces **79 \$**  
Ord. 128 \$

### Super offre!

Maison complète  
5 pièces, vestibule et 12 marches  
**109 \$** Ord. 206

Notre service 4 étoiles: une garantie de satisfaction à coup sûr!

- ★ Nos puissants appareils de nettoyage à la vapeur rendront vos tapis éclatants de fraîcheur et de propreté.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits très passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!



Canapé et causeuse **69 \$**  
Ord. 135 \$

Canapé et fauteuil **59 \$**  
Ord. 109 \$

- ★ Nous utilisons différentes méthodes de nettoyage suivant le type de recouvrement.
- ★ Vos meubles ne risquent pas de s'abîmer! Les tissus retrouveront leur éclat!



Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h,  
le samedi de 9 h à 14 h

Montréal 339-5420  
Région de Québec 624-0478



N'oubliez pas de demander notre traitement de protection des fibres pour prolonger l'éclat de vos moquettes fraîchement nettoyées. Les salons et salles à manger continus comptent pour deux pièces. La commande minimale est de deux pièces. Coût pour sous-sol: 2,40 le m<sup>2</sup> (0,22 \$ la pp.). Frais supplémentaires pour le nettoyage des escaliers, des coussins de dossier non attachés, ainsi que des canapés modulaires et des revêtements en coton halton ou en tissu qui ne se nettoient qu'à sec. Frais de déplacement, s'il y a lieu. L'offre prend fin le 16 juin 1990.